

# LES NOUVELLES

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



*Office  
International  
de l'Eau*

FORMER  
INFORMER  
GÉRER  
COOPÉRER



N° 22 - Edition française - Avril 2012

## A l'heure des bilans ...

### ... des progrès tangibles pour la gestion de bassin et la coopération transfrontalière

Le thème de la gestion de bassin et de la coopération transfrontalière a été largement discuté durant le récent Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

- **L'UNESCO et le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB)** ont coordonné les neuf sessions officielles de la Priorité 1.5 "Favoriser la coopération et la paix", principalement consacrées à la gestion des bassins des fleuves, lacs et aquifères transfrontaliers.
- **Le RIOB** a également coordonné la "cible" n° 3 de la Condition de Succès N°1 "Bonne Gouvernance", relative à l'élaboration des Plans de Gestion de Bassins versants nationaux ou transfrontaliers.
- **La Commission Européenne et la CEE-ONU** ont coordonné deux sessions du processus européen sur la "Convention de l'eau" (Helsinki 1992) et sur l'application de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), en liaison avec "Euro-RIOB".
- **Le RIOB** a eu l'honneur d'être invité à présenter une communication stratégique (key note speaker) à **la table ronde ministérielle**



Evènement sur l'Espace France organisé par l'OIEau

**rielle consacrée au bassins transfrontaliers**, présidée par les Etats-Unis d'Amérique, le Tadjikistan et le Zimbabwe, le mardi 13 mars au matin.

- **Les Organismes-Membres du RIOB** ont également été conviés à présenter leurs expériences et recommandations, lors d'un évènement sur la gestion des grands bassins transfrontaliers, organisé à "l'Espace France" par **l'Office International de l'Eau**, Secrétaire du RIOB.

**Une large mobilisation préparatoire a eu lieu depuis plus d'un an et de très nombreuses contributions ont été reçues sur le site Internet de la "plate-forme des solutions".**

Les sessions ont laissé une très large place au débat et à des discussions riches et animées, mais, **une très large majorité des participants a convergé sur l'intérêt que présentent les approches par bassin, nationales ou transfrontalières, pour faire face aux grands défis mondiaux de la gestion des ressources en eau.**

**L'ensemble des communications et des photos de ces évènements peut être téléchargé sur le site Internet :**

**[www.riob.org](http://www.riob.org)**



## Manuel de la Gestion Intégrée des Bassins Transfrontaliers



Plus de la moitié de la population mondiale vit dans les bassins de 276 fleuves et lacs ou de près de 300 aquifères transfrontaliers.

La coopération entre les pays riverains devient un impératif, car les pressions s'accroissent du fait des changements mondiaux qui s'intensifient.

L'approche intégrée de la gestion des ressources en eau apparaît comme le fondement d'une meilleure gestion des bassins transfrontaliers.

**Les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères sont en effet les espaces où se manifestent le mieux les interdépendances hydrologiques, sociales, économiques et écologiques.**

L'expérience acquise permet aujourd'hui d'affirmer qu'il est possible d'organiser une gestion efficace à l'échelle des bassins transfrontaliers de fleuves, de lacs ou d'aquifères, quand il y a une réelle volonté des acteurs concernés.

Néanmoins, des progrès significatifs doivent encore être accomplis partout dans le Monde.

Pour faciliter ce processus, le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP), la CEE-ONU, l'UNESCO, le GEF, EVREN et l'Agence Française de Développement ont élaboré **"le Manuel de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans les Bassins des Fleuves, des Lacs et des Aquifères Transfrontaliers"**, présenté au Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

Cet ouvrage a pour but de fournir des conseils pratiques pour améliorer la gestion des bassins transfrontaliers, à partir de plus de **60 exemples concrets** d'actions d'ores et déjà engagées avec succès dans différents bassins.

**Le manuel lui-même et ses versions en français et en anglais sur CD-ROM peuvent être demandés gratuitement, dans la limite des stocks disponibles, par E-mails à :**

**[gwp@gwp.org](mailto:gwp@gwp.org) ou [riob@riob.org](mailto:riob@riob.org)**



Présentation du Manuel à Marseille

**Les versions numériques anglaise et française du Manuel peuvent être téléchargées gratuitement sur les sites Internet du RIOB et du GWP, notamment à l'adresse :**

**[www.riob.org](http://www.riob.org)**



# 69 Organisations du Monde entier signent "le Pacte Mondial pour une Meilleure Gestion des Bassins"

Initié par le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), ses Réseaux Régionaux en Afrique, Amérique, Asie, Europe et Méditerranée, et les 12 Comités de Bassins français de Métropole et d'Outre-Mer, ce "Pacte Mondial" a été signé le vendredi 16 mars 2012 à Marseille par 69 Organismes de tous les continents, dont les bassins concernent 33 Pays.

Les signataires s'engagent à appliquer dans leurs bassins respectifs les principes de gestion reconnus comme les plus pertinents et les plus efficaces à partir de l'expérience acquise sur le terrain par les Organismes-Membres du RIOB depuis maintenant plus de 18 ans.

Ils affirment en préalable que les Bassins des Fleuves, des Lacs et des Aquifères, qu'ils soient locaux, nationaux ou transfrontaliers, sont bien les territoires appropriés où doit être organisée la gestion solidaire des ressources en eau, des écosystèmes aquatiques et de toutes les activités liées à l'eau, afin de pouvoir faire face aux changements globaux liés à l'augmentation rapide de la population mondiale, aux migrations, à l'urbanisation croissante, au changement climatique ...

Ils encouragent les Pays riverains partageant les Bassins des Fleuves, Lacs et Aquifères Transfrontaliers à organiser une gestion concertée, à signer les accords de coopération indispensables et à créer les institutions nécessaires à leur application.

Ils expriment leur volonté de s'engager, aux côtés de leurs Gouvernements nationaux et des Institutions Internationales, pour :

- améliorer la Gouvernance de l'eau, faciliter la création d'Organismes de Bassin là où ils n'existent pas encore, renforcer les Organismes existants,
- organiser le dialogue avec les parties prenantes reconnues au niveau de leurs bassins,
- faciliter, sur la base d'un état des lieux préalable, l'accord des différents acteurs sur une "vision partagée de l'avenir de leur bassin" et à élaborer, dans la concertation et la transparence, des Plans de Gestion pour fixer les objectifs à atteindre à moyen et long terme,



- élaborer des programmes d'actions et d'investissements successifs, qui répondent aux priorités économiques, sociales et environnementales des bassins,
- mieux valoriser l'eau et veiller à une utilisation économe de cette ressource rare en assurant un meilleur contrôle de la demande, en encourageant l'adoption d'usages plus efficaces et, selon le cas, le recours à des ressources non conventionnelles,
- mieux prendre en compte l'importance des écosystèmes et les services qu'ils rendent dans les décisions d'aménagement et de gestion des bassins,
- mobiliser les ressources financières indispensables pour mener à bien les réformes de gouvernance, assurer une bonne gestion des bassins et réaliser les programmes d'actions et d'investissements nécessaires et en garantir un fonctionnement durable,
- organiser dans chaque bassin la collecte harmonisée des données dans le cadre de Systèmes Intégrés d'Information,
- soutenir les initiatives des Institutions de coopération régionale pour l'harmonisation des politiques et des législations dans le domaine de l'eau et pour l'élaboration de programmes d'actions concertés au niveau des bassins,
- renforcer la coopération institutionnelle et technique avec des Organismes de Bassins homologues de leur région ou d'autres parties du Monde,
- organiser une meilleure liaison avec les Organismes de Recherche, afin de mieux orienter leurs travaux dans les domaines prioritaires qui concernent la gestion des bassins et diffuser rapidement leurs résultats sur le terrain.

Ils se sont aussi engagés à faire la promotion du Pacte auprès des Organismes de Bassin qui n'ont pas pu se rendre à Marseille pour les inviter à les rejoindre et devenant également et rapidement signataires. Parmi les 69 signataires présents, on note les Organismes de Bassin Transfrontaliers africains ainsi que par exemple l'ensemble des Comités de Bassin du Québec et tous les Comités de Bassin Brésiliens représentés par leurs Associations nationales, et aussi les Organismes de Bassins-Pilotes du Cambodge, du Laos et du Vietnam dans le Bassin du Mékong ...

L'engagement prévoit par ailleurs la création d'un **passport symbolique de bassin** pour renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens au bassin de leur fleuve.

**Les Organismes de Bassins français** se sont engagés à monter au maximum légal autorisé de 1% de leur budget leurs actions de coopération avec les pays les moins avancés et de multiplier par deux leurs accords de jumelage avec des bassins à l'étranger.

Enfin, les Offices Départementaux de l'Eau des Départements français d'Outre-Mer se sont engagés à créer un **réseau des Iles-Bassin**, pour intégrer dans les concepts d'aménagement le caractère insulaire et spécifique lié à la petitesse du territoire et la forte liaison entre les eaux terrestres et les eaux littorales, notamment des lagons coralliens.

[www.riob.org](http://www.riob.org)

## Succès du Processus Régional Européen



Sur proposition des partenaires français, le Comité International du Forum de l'Eau (CIF) a confié à l'Office International de l'Eau la coordination du Processus Préparatoire Européen pour le 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, qui s'est tenu à Marseille - France du 12 au 17 mars 2012.

Ce Processus concerne la Région Pan-Européenne au sens de la Commission pour l'Europe des Nations Unies, c'est-à-dire l'Union Européenne et les Pays Candidats et associés, les Balkans, l'Europe Orientale, le Caucase et la Fédération de Russie. Les 5 Pays d'Asie Centrale, également Membres de la CEE-ONU, ont participé selon les cibles concernées.

Pour animer le Processus Préparatoire Européen, l'OIEau a constitué un "Comité de Pilotage", dans lequel les principaux réseaux européens concernés ont été invités à participer et à jouer un rôle très actif.

### 12 Cibles Prioritaires Spécifiques pour la Région Europe :

Lors de ses deux premières réunions, qui se sont tenues à Bruxelles le 21 décembre 2010 et à Paris le 18 janvier 2011, ce Comité de Pilotage du Processus Européen a proposé de retenir 12 Cibles Prioritaires Spécifiques de la Région Europe :

- améliorer la coopération transfrontalière en Europe, notamment dans le cadre de la Convention UNECE de 1992 dite d'Hel-sinki,
- assurer un Bon Etat Ecologique des Masses d'Eau européennes en 2015, par l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau,
- s'adapter aux défis à long terme liés aux changements climatiques et prévenir les phénomènes extrêmes,
- développer une production agricole européenne respectueuse des ressources en eau,
- promouvoir la navigation intérieure fluviale en Europe dans le respect de l'environnement,
- mieux coordonner en Europe les politiques de l'eau et des énergies renouvelables,
- améliorer l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement pour les populations défavorisées européennes,

- assurer le financement pérenne des services d'eau potable et d'assainissement européens,
- développer les connaissances et les savoir-faire sur l'hydromorphologie des rivières, la restauration et la protection des écosystèmes aquatiques,
- promouvoir l'innovation technologique, "l'interface Science - Politique",
- adapter la gestion de l'eau aux spécificités des régions ultrapériphériques européennes,
- développer la coopération européenne avec les Pays Tiers dans le domaine de l'eau.

Il a été également décidé d'ajouter un "Triologue" intitulé : **"une action européenne pour un accès universel à l'eau et à l'assainissement"**, réunissant Ministres, Parlementaires et Elus Locaux et la Commissaire Européenne Kristalina Géorgieva, Chargée de la Coopération Internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises, pour débattre du renforcement des mécanismes de solidarité à l'échelle Pan-Européenne et Mondiale.

Un Organisme coordinateur a été désigné pour chacune de ces Cibles Prioritaires Européennes.

La dernière réunion de tous les Membres du "Comité de Pilotage du Processus Européen" a été organisée par l'OIEau, les 12 et 13 janvier 2012, à Nice (France).

Chacune de ces 12 Cibles Prioritaires Européennes a fait l'objet d'une session officielle durant le Forum Mondial de l'Eau à Marseille entre le 12 et le 15 mars 2012.

### Le Processus Européen a été très participatif, et sept réunions préparatoires ont été organisées en 2011 :

- à Plovdiv (Bulgarie), du 20 au 23 mars,
- dans le cadre du Forum International de l'Eau d'Istanbul (Turquie), du 3 au 5 mai,
- à Tachkent (Ouzbékistan), du 10 au 12 mai,
- à Porto (Portugal), du 27 au 30 septembre, avec EURO-RIOB et le REMOB,
- à la Guadeloupe, les 6 et 7 octobre,
- à Tbilissi (Géorgie), les 14 et 15 novembre,
- à Moscou (Russie) les 14 et 15 décembre.

Des communications sur le "Processus Européen" ont été aussi présentées pendant :

- le Conseil juridique de l'UNECE sur l'eau, les 24 et 25 février 2011 à Genève,
- la conférence "Futures of European Waters", du 23 au 25 mars 2011 à Budapest en Hongrie,
- une réunion au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 10 juin 2011,
- la Semaine de l'Eau de Stockholm, du 21 au 27 août 2011,
- la Septième Conférence Ministérielle UNECE "Un environnement pour l'Europe" à Astana, Kazakhstan, du 21 au 23 septembre 2011,
- la conférence UN Water - RIO+20 à Dushanbe - Tadjikistan, les 19 et 20 octobre.

Enfin, une conférence de synthèse a été organisée le 29 février 2012 au **Parlement Européen** à Bruxelles, sous l'égide de l'Inter-groupe "eau".

### Une forte implication des Commissaires européens et des Ministres :



Andris Piebalgs, Commissaire européen

Quatre Commissaires européens, **Connie Hedegaard**, action pour le Climat, **Andris Piebalgs**, Développement, **Janez Potocnik**, Environnement et **Kristalina Géorgieva**, de même que le Directeur Général du Centre Commun de Recherche, **Dominique Ristori**, se sont rendus à Marseille et ont participé activement aux sessions européennes de leur compétence.

Plusieurs Ministres en charge de l'eau dans les 26 autres Etats-Membres de l'UE et les Pays Candidats, du Caucase et de la Fédération de Russie ont joué un rôle actif dans les sessions du Processus Européen, ainsi que des Parlementaires Européens et le Président du Comité Economique et Social.

## Une Europe mobilisée et solidaire face aux défis de l'eau

### L'évènement européen d'ouverture du Forum :

Le lundi 12 mars, sous le titre **"2012, Année Européenne de l'Eau"**, les travaux du Processus Européen ont été ouverts par **Jean Léonetti**, Ministre français des Affaires Européennes, en présence des deux Commissaires européens, **Connie Hedegaard** et **Andris Piebalgs**, d'**Andrey Vasilyev**, Secrétaire Exécutif de l'UNECE, de **Laszlo Borbely**, Ministre roumain de l'Environnement, de **Semen Levi**, Vice-Ministre russe des Ressources Naturelles, **Serges Lepeltier**, ancien Ministre, Ambassadeur français pour le Climat et de **Dominique Vlasto**, Député européenne, Adjointe au Maire de Marseille, notamment.

Cet évènement s'est déroulé en deux parties, l'une consacrée à **"La gestion de l'eau et l'adaptation au changement climatique en Europe"**, au cours de laquelle Connie Hedegaard a présenté en avant-première la nouvelle plate-forme **"Climate adapt"**, l'autre, sur **"La Coopération européenne avec les Pays Tiers dans le secteur de l'eau"**, où Andris Piebalgs a dressé le bilan de dix ans de **"l'Initiative Européenne pour l'Eau"** (EUWI) et annoncé les mesures envisagées pour sa continuation après 2014.

### Le "Blueprint" pour sauvegarder les ressources en eau européennes :

Le mardi 13 mars, à l'ouverture de la session sur la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), le **Commissaire Janez Potocnik** a notamment déclaré que, malgré les progrès réalisés, il subsistait des problèmes à la fois pour la qualité et la quantité d'eau, qu'il fallait améliorer l'efficacité de l'eau et faire face aux défis des pénuries, de la sécheresse, des inondations, du changement climatique, de la croissance démographique et de l'augmentation de la demande en nourriture et en énergie. Qu'il fallait en même temps protéger les écosystèmes et les services qu'ils fournissent contre les pollutions et les transformations.

"Si nous voulons atteindre l'objectif de Bon Etat des Masses d'Eau en 2015, il y a trois choses que nous devons faire :

- **d'abord**, améliorer l'application de l'actuelle législation communautaire,
- **ensuite**, renforcer la prise en compte de l'eau dans les politiques sectorielles et

dans les financements, en s'appuyant sur une meilleure connaissance des coûts et des bénéfices des activités économiques et de la gestion des ressources en eau,

- **enfin**, introduire de nouveaux outils conduisant à une meilleure efficacité de l'eau."

Le Commissaire a poursuivi en disant qu'il fallait terminer en novembre 2012 le **"blueprint"** pour sauvegarder les ressources en eau européennes et qu'il lançait, cette même semaine, la consultation sur les options politiques nouvelles, pour donner à tous l'opportunité d'une meilleure connaissance du processus.

En mai 2012, il est prévu de lancer **"un partenariat innovant pour l'eau"**.

Monsieur Potocnik a conclu que, pour atteindre l'objectif de 2015, il fallait une forte volonté politique et des moyens financiers, et cela malgré la crise et les difficultés, car protéger l'eau c'est aussi donner aux secteurs économiques les moyens de prospérer.



### Conclusions et propositions de la Région Europe :

Les travaux ont été conclus le vendredi 16 mars par quatre tables rondes, organisées autour des rapports des douze sessions officielles européennes, et insistant sur :

- **La gestion des bassins européens** : pour assurer la coopération et la paix, accompagner le développement économique, prévenir les risques, assurer le Bon Etat des Masses d'Eau et s'adapter au changement climatique ;
- **Les usages multiples de l'eau** : pour le développement économique et la santé des européens - Eau urbaine et rurale, eau agricole, eau industrielle, hydroélectricité, navigation fluviale, pêche et pisciculture, tourisme intérieur ... ;

- **Une nouvelle croissance verte et bleue** : pour protéger et restaurer les écosystèmes aquatiques et développer les infrastructures naturelles ;
- **Une coopération européenne renforcée et solidaire des Pays voisins Pan-Européens et du Monde entier** : pour une meilleure gestion de l'eau.

Il a été rappelé en particulier que de nombreux Pays d'Europe ont développé des outils institutionnels et financiers et des techniques efficaces de gestion de l'eau, tant au niveau du grand cycle hydrographique que des services collectifs ou du contrôle des usages individuels.

Au niveau du continent Pan-Européen, s'applique depuis 1992, la **Convention UNECE dite d'Helsinki** pour la gestion des eaux transfrontalières.

Au sein de l'Union Européenne, de nombreuses Directives organisent la gestion de l'eau, notamment depuis 2000 la **Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et ses Directives "filles"**, fixant des objectifs ambitieux et des procédures et délais contraignants pour les Etats-Membres.

La gestion municipale des services d'eau potable et d'assainissement s'appuie, sous des formes variées, dans beaucoup de Pays européens sur les Municipalités qui ont obtenu des résultats positifs pour assurer la santé et l'hygiène à leurs populations, en associant le cas échéant des entreprises spécialisées publiques ou privées.

### Une forte animation et interactivité :

Pour soutenir le Processus Européen et pour l'ouvrir à un maximum de participants, un site Internet dédié a été ouvert, afin de diffuser l'information et de recueillir les avis et propositions de tous :

<http://european-region-wwf2012.eu>

Ce site a reçu plus de **230.000 visites** depuis son ouverture en mars 2011.

Toutes les communications présentées dans les sessions européennes du Forum et les photographies y sont publiées.



### Développer les compétences pour mieux gérer l'eau

6.000 stagiaires ont bénéficié en 2011 des formations dispensées par le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) de l'Office International de l'Eau.

Le CNFME attire ainsi chaque année, sur ses sites de Limoges et La Souterraine, les professionnels de l'eau, soucieux de parfaire leurs connaissances et leurs compétences techniques et réglementaires.

Près de 2.000 de ces stagiaires sont aussi formés directement sur leurs lieux de travail.

Des opérateurs aux chefs de services, tous les personnels des services d'eau potable et d'assainissement trouvent au CNFME les formations utiles et indispensables à la bonne maîtrise et à l'évolution de leur poste de travail.

Pour les agents des SPANC, SATESE et SATA, des Services de l'Etat, des Agences de l'Eau, des entreprises industrielles ou des bureaux d'études, l'offre de formation est pensée, organisée et dispensée de manière à répondre aux besoins liés aux réorganisations en cours, aux évolutions réglementaires et aux activités nouvelles.

Un Catalogue spécifique s'adresse aussi aux personnels gérant les eaux de process dans l'industrie.

Les formateurs professionnels du CNFME, complétés par les meilleurs experts conférenciers, conçoivent et animent les formations sur un concept de mise en situation réelle, unique en France et en Europe.

Les participants retireront ainsi un bénéfice de leur formation, qu'ils peuvent mesurer grâce à nos outils d'évaluation des acquis.

**Le CNFME propose des cursus de formation, dont certains sont certifiants. Sur plus de 15 journées de formation, ces cursus correspondent à des périodes de professionnalisation.**

**Le CNFME est certifié ISO 9001 Version 2000, dispose du label "AQUAPLUS" et il est agréé "QUALIPLUIE".**



### Le catalogue "Métiers de l'Eau" 2012 ...



Le CNFME à La Souterraine

dont assainissement pluvial, épuration des eaux usées urbaines, traitement des boues et des odeurs, autosurveillance et contrôle qualité, maintenance, énergie, automatisation et télégestion.

- **L'eau pour les loisirs.**
- **L'eau dans la nature :** réglementation, eaux souterraines, rivières et eaux de surface, S.I.G. et cartographie.
- **L'eau dans l'agriculture :** gestion technique et réglementaire, conception de stations de pompage, exploitation et maintenance des systèmes d'irrigation, traitement et valorisation des effluents.
- **L'eau dans l'industrie :** initiation, réglementation, analyse et contrôle, eaux de process, épuration des effluents industriels, détoxification en traitements de surfaces.

**25 nouveaux stages apparaissent au catalogue 2012.**

Ces sessions peuvent être organisées de manière à réaliser **un parcours de formation personnalisé** sous forme de cursus, qui peut correspondre à des périodes de professionnalisation.

**Plusieurs formations sont qualifiantes :** pour la maintenance des disconnecteurs, l'électro-soudage des tubes en polyéthylène, le soudage "bout à bout" en collaboration avec le Syndicat des Tubes et Raccords en Polyéthylène (STRPE), la manipulation du chlore en bouteilles, l'intervention en espace confiné.

**Le CNFME propose, également des modules de formation interactive à distance par Internet :** au programme de ces "web-formations", l'approche économique de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau, le cycle de l'eau, l'épuration par filtres plantés de roseaux. ✓

**Le catalogue "Métiers de l'Eau" 2012 regroupe 294 formations réparties en 439 sessions et 7 grandes rubriques :**

- **Découverte des métiers.**
- **Gestion des services d'eau potable et d'assainissement, réglementation, sécurité des personnes.**
- **L'eau dans la ville :** analyses et qualité de l'eau, capteurs et débitmétrie, forage, pompage, production d'eau potable, eaux de process, distribution d'eau potable, Assainissement Non Collectif (A.N.C.), eaux de pluie, réseaux d'assainissement

**[www.oieau.org/cnfme](http://www.oieau.org/cnfme)**

## Les formations 2012 pour l'industrie

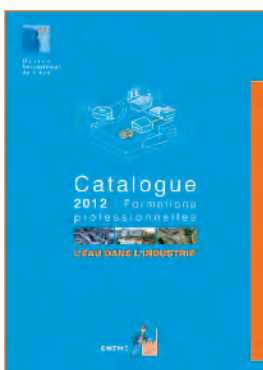
### La formation, source d'économie ...

L'optimisation des procédés, l'amélioration de la qualité et la réduction des coûts passent par la Formation.

Elle apporte les connaissances indispensables à la bonne conduite des installations. Elle permet de faire les bons choix techniques et stratégiques. Dans le domaine du traitement des eaux, les demandes de formation sont plus nombreuses, plus pointues et évoluent constamment.

Une bonne formation est une source d'économie en contribuant à optimiser la conception et l'exploitation des procédés.

C'est sur ce constat que le CNFME a développé son offre de formation.



### Des experts techniques reconnus

Les formateurs du CNFME sont issus du monde professionnel et leurs degrés de motivation et d'expertise sont très élevés. Ils connaissent et maîtrisent les problématiques et y répondent en apportant des solutions pertinentes et concrètes aux industriels.

### De la neutralité

Les formations du CNFME permettent d'échanger librement et ouvertement sur les différents procédés et sur les techniques multiples sans aucun objectif commercial en arrière plan. Seul le résultat importe. C'est cette neutralité qui renforce la qualité des formations et permet de répondre aux besoins de tous.



Travaux pratiques sur pilote de traitement à boues activées

L'offre complète de formation du "CNFME", ainsi que la programmation pour l'ensemble de l'année 2012, peut être consultée sur le site Internet :

[www.oieau.org/cnfme](http://www.oieau.org/cnfme)

### Des outils pédagogiques uniques

Le CNFME dispose de moyens pédagogiques uniques en Europe. Des pilotes adaptés aux situations réelles permettent de se placer, sans risque, dans des conditions de dysfonctionnement et ainsi d'apporter des solutions concrètes en cas de difficultés. L'ensemble des pilotes est tourné vers une optimisation de la pédagogie et vers une réelle application "terrain" reproductible ou ajustable sur toutes les installations industrielles.

### Des formations pratiques

Les stagiaires sont en mesure, dès leur retour en entreprise, d'appliquer les améliorations vues aux cours de la formation.

La formation devient immédiatement une véritable valeur ajoutée.

Le catalogue 2012 du CNFME "Industrie" propose des stages correspondant aux besoins dans l'ensemble des domaines de l'eau, sur des sujets traditionnels comme d'actualité : réutilisation de l'eau, traitement de l'eau de process, désinfection et microbiologie, eau de chaudière et de refroidissement, ...

### Alors ... "Faites des économies en vous formant" !

**Le CNFME est à votre disposition pour réaliser le meilleur choix en matière de formation !**



## Formations : "Déchets, Environnement, Développement Durable"



Le catalogue "Déchets, Environnement, Développement Durable" 2012 propose 48 stages, organisés en 52 sessions, sur les thèmes :

- **Des déchets** : gestion des "déchets municipaux", collecte, tri sélectif, environnement client, logistique d'un centre de tri et transfert, déchets spéciaux, traitement et valorisation des déchets et des boues d'épuration, lixiviats, biogaz, ...
- **De l'air** : mesure de la pollution atmosphérique en air ambiant.
- **Du bruit** : bruit au travail dans les services d'eau et d'assainissement, bruit dans l'environnement, protection des travailleurs contre le bruit.
- **Des sites et sols** : expertise et dépollution de sites et sols pollués.
- **De l'énergie** : optimisation de la consommation énergétique et énergie renouvelable dans les usines d'eau.
- **Du développement durable** : bilan carbone, démarche de développement durable, achat durable, intégration paysagère des ouvrages hydrauliques, label "Qualipluie".



### Pour les 20 ans de l'OIEau, le CNFME inaugure ses nouvelles installations



Il y avait foule à La Souterraine le 5 mai 2011 : sous un soleil radieux, 300 invités, venus de toute la France, inauguraient les nouvelles installations du Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME), et fêtaient en même temps les 20 ans de la création de l'Office International de l'Eau.

Après les discours d'usage, Claude Serra, Préfet de la Creuse, Jean-Paul Denanot, Président de la Région Limousin, Jean-Jacques Lozach, Président du Conseil Général de la Creuse, Jean-François Muguay, Maire de La Souterraine et Pierre Roussel, Président de l'Office International de l'Eau ont coupé le ruban tricolore et visité les nouvelles installations.

Pour faire face à la croissance de ses activités, et améliorer l'efficacité de ses formations, le CNFME a construit un nouveau bâtiment de

800 m<sup>2</sup> comportant 3 salles de formation, des bureaux pour formateurs, et un tout nouveau laboratoire pédagogique dédié à la formation aux analyses de l'eau et à la préparation des matériels et réactifs utilisés pour les mesures in situ effectuées pour le traitement de l'eau potable et l'épuration.

A cette occasion, les bâtiments existants ont fait l'objet d'une mise aux normes dans le respect des règles d'accessibilité en vigueur.

Cet investissement de 1,3 M€ a bénéficié du soutien financier du FEDER, du Plan de Relance de l'Economie et de la DATAR, de la Région Limousin, du Département de la Creuse et de la Ville de La Souterraine.

Cette journée a aussi été l'occasion de présenter la toute nouvelle plate-forme de réseaux

d'égouts visitables, destinée aux formations à la sécurité d'intervention des opérateurs en espace confiné.

Une plaquette retrace le chemin parcouru par l'Office International de l'Eau depuis sa création, en 1991 : l'appui institutionnel à la gestion de l'eau dans le Monde, la formation, la gestion des connaissances et des données sur l'eau constituent les trois axes majeurs de l'activité de l'OIEau, sur les sites de Paris, Sophia-Antipolis, Limoges et La Souterraine et se fédèrent dans objectif de "développer des compétences pour mieux gérer l'eau". ✓



## Les "Journées de l'OIEau"

Les rendez-vous incontournables des acteurs de l'eau



Plus de 550 participants en 2011 !

Les "Journées de l'OIEau" s'adressent à des responsables et experts et portent sur des sujets d'actualités liés aux évolutions réglementaires, organisationnelles ou techniques.

Elles ont rassemblé plus de 550 participants en 2011.

### La programmation 2012 :

- à Paris, le 7 février : transferts des compétences Eau et Assainissement aux communautés d'agglomération et communautés de communes,
- à Paris, le 27 mars : micropolluants et stations d'épuration urbaines,
- à Paris, le 5 avril : travaux à proximité des réseaux d'eau et d'assainissement,
- à Paris, le 24 mai : épuration par filtres plantés de roseaux,
- à Limoges, le 5 juin : analyse du cycle de vie dans le domaine de l'eau et de l'assainissement,
- à Paris, le 19 juin : capteurs : vecteurs de l'optimisation des usines et des réseaux d'eau,
- à Paris, le 27 septembre : qualité et sécurité des matériaux en distribution d'eau potable,
- à Paris, le 15 novembre : bilan carbone et réduction des Gaz à Effet de Serre appliqués aux services Eau et Assainissement,
- à Paris, le 20 novembre : nouvelles exigences en matière d'hygiène et de sécurité en assainissement : interventions en espaces confinés, risques liés à l'amiante,
- à Paris, le 11 décembre : évolutions technologiques des procédés de désinfection des eaux usées urbaines.

Détails et modalités pratiques :

[www.oieau.org/cnfme](http://www.oieau.org/cnfme)

✓



## Eaux agressives :

### L'OIEau développe un nouveau système de reminéralisation de l'eau potable



Ainsi le SIAEP Basse-Gartempe (Creuse), confronté à ce problème d'eau agressive sur ses captages de La Barde (Grand-Bourg), a voulu tester le procédé de reminéralisation avec différents laits de chaux micronisés, avec pour objectif de réduire ses coûts d'investissement.

Un Comité de Pilotage local (Conseil Général de la Creuse, SAUR, VEOLIA, Lyonnaise des Eaux, SAUNIER & Associés) s'est constitué pour soutenir cette initiative et valider les résultats de cette expérimentation.

La neutralisation des eaux agressives sur des installations de petites capacités utilise très majoritairement la technique de filtration sur du calcaire marin. La réglementation interdisant l'extraction définitive de ce matériau au 1<sup>er</sup> octobre 2011 oblige à utiliser le calcaire terrestre ou la technique de reminéralisation utilisée sur les grosses installations consistant en l'adjonction de gaz carbonique et de lait de chaux .

L'Office International de l'Eau, disposant sur son site de La Souterraine de pilotes expérimentaux de production d'eau, a été retenu pour étudier la faisabilité et les conditions de mise en œuvre d'un tel procédé.

Dans un premier temps, l'OIEau a conçu les différents dispositifs techniques nécessaires pour la mise au point d'un système optimisé de neutralisation pour une eau clarifiée. L'eau des captages de La Barde est amenée par citerne.

L'objectif est de déterminer à la fois le meilleur lait de chaux (remontée de turbidité la plus faible) et le filtre le plus optimisé (maille permettant de respecter la limite de qualité de l'eau potable avec un minimum de maintenance). Trois types de lait de chaux micronisés ont été testés associés à des filtres de différents seuils de coupure.

L'OIEau vérifie le respect de l'équilibre calco-carbonique de l'eau, contrôle de l'efficacité du rétrolavage des filtres et l'influence de l'augmentation du temps de contact

Dans un deuxième temps l'OIEau va construire un skid d'essais transportable sur les captages d'eau souterraine, afin de valider l'efficacité de la reminéralisation en situation réelle.





## "Les Cahiers Techniques de l'OIEau"

Des guides techniques, pratiques et pédagogiques à l'usage des professionnels de l'eau et de l'assainissement

  	<ol style="list-style-type: none"> <li>1 Les pompes centrifuges (nouvelle édition)</li> <li>2 Recherche de fuites (EP) (nouvelle édition)</li> <li>3 Réactifs de traitement d'eau potable</li> <li>4 Instruments de mesure</li> <li>5 Le comptage (nouvelle édition)</li> <li>6 La robinetterie (EP)</li> <li>7 Réseaux d'assainissement</li> <li>8 Nitrification, dénitrification, déphosphatation</li> <li>9 L'ozonation des eaux</li> <li>10 La chloration des eaux (nouvelle édition)</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>11 La télégestion des réseaux</li> <li>12 La pose des canalisations (EP)</li> <li>14 L'eau d'alimentation des générateurs de vapeur</li> <li>15 Les pompes, démarrage, arrêt, variation de vitesse</li> <li>16 Le dioxyde de chlore</li> <li>17 La surpression</li> <li>18 Le pompage des eaux usées</li> <li>19 L'alimentation en eau potable (nouvelle édition)</li> <li>HS Qu'est-ce que l'épuration ?</li> </ol>
---	--	---

**Renseignements - Commandes :**  
 Tél. : 05 55 11 47 47 - Fax : 05 55 11 47 48 - Mail : eaudoc@oieau.fr - Web : www.oieau.org

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)



L'OIEau présent sur la toile depuis 1996 a réorganisé son portail Internet.

Ce portail, qui a reçu plus de 6 millions de visiteurs en 2011, présente le savoir-faire et les actions de l'OIEau dans les domaines de la formation, de l'information et de la documentation, de la gestion des services d'eau et de la coopération.

Pour chacun de ces domaines, accessibles via le menu principal "Former", "Informer", "Gérer", "Coopérer", l'internaute retrouvera les actions en cours, les sites Internet ainsi que les publications ad'hoc et l'actualité de l'OIEau.

### Une nouvelle maquette pour une meilleure valorisation de l'information

Les fiches références des actions menées, en France et dans le Monde, par les équipes de l'OIEau, sont également en ligne.

Fidèle à sa mission de diffusion de l'information, l'OIEau propose via ce portail [www.oieau.org](http://www.oieau.org) les informations du monde de l'Eau dans le "Flash d'actualités"; l'annonce des conférences en France et dans le Monde dans l'"Agenda des événements"; une rubrique présentant les "Offres d'emploi" du domaine de l'eau et de l'environnement; une "sithèque" qui recense de façon non exhaustive les sites Internet des acteurs du domaine; une rubrique présentant les actes, les communications et les photos des conférences marquantes sur le thème de l'eau.

Une plus grande place est laissée à l'internaute sur ce portail: en effet, un outil permet de calculer sa consommation d'eau et on peut y partager sa propre information, en diffusant l'annonce d'une conférence ou la publication d'un rapport.

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)



## AQU@VEILLE

### Suivez l'actualité de l'eau avec AquaVeille !

"AquaVeille" est une des rares lettres électroniques à proposer un accès direct à l'information: elle présente l'actualité classée par grandes thématiques, un lien permet ensuite au lecteur qui veut en savoir plus de consulter l'information dans son intégralité, sur le site de l'éditeur.

Sa forme concise permet aux professionnels, toujours pris par le temps, une lecture rapide de tous les sujets.

Par son approche synthétique et claire des thèmes balayés, elle constitue un outil pour avoir une bonne vue d'ensemble de l'actualité du Monde de l'Eau. Lettre volontairement généraliste, ses lecteurs apprécient le fait d'avoir un seul produit qui traite de tous les sujets liés à l'eau.

Certains déclarent avoir pu anticiper certains problèmes après avoir été alertés par les informations d'"AquaVeille".

Sur demande, "AquaVeille" peut aussi se décliner en un produit personnalisé selon les préoccupations de ses lecteurs, permettant de couvrir de manière plus approfondie une thématique particulière.

Enfin, l'Agenda des événements permet de ne manquer aucune manifestation liée à l'eau, en France et dans le Monde.

Pour tout renseignement et s'abonner, contacter : [aquaveille@oieau.fr](mailto:aquaveille@oieau.fr) ✓

### "Les Synthèses de l'OIEau"

La collection des Synthèses techniques et scientifiques de l'OIEau a été initiée avec l'ENGREF et élargie depuis 2009 aux principaux Etablissements d'enseignement supérieur assurant des formations de haut niveau dans le secteur de l'eau. C'est ainsi que l'ENTPE (Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat), les Ecoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs de Limoges et de Poitiers, l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEEES) et l'Ecole des Mines de Nantes ont participé à l'exercice 2010-2011.

### Un moteur de recherche pour accéder aux Synthèses

Devant le volume de la collection ainsi obtenue (plus de 150 titres disponibles), il était devenu nécessaire de fournir aux utilisateurs, qu'ils soient des professionnels souhaitant connaître l'état de l'art dans un domaine avant de lancer des études ou des néophytes désireux de s'initier à un sujet, un outil de sélection plus performant qu'une simple liste. C'est désormais chose faite avec la mise en place d'une interface de recherche sur le site de documentation.

Avec une recherche faite sur les champs titre, résumé, auteur et date, il devient facile de sélectionner les Synthèses les plus pertinentes.

Retrouvez tous les titres sur :

[www.oieau.org/documentation](http://www.oieau.org/documentation)



### Le Sandre

#### Normalisation nationale

En application du Schéma National des Données sur l'Eau (arrêté conjoint du 26 juillet 2010 approuvé par les Ministres chargés de l'Ecologie, des Collectivités Territoriales et de l'Outre-Mer, de la Santé, de l'Agriculture et de l'Alimentation), l'OIEau assure le **Secrétariat technique du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre)**.

Le Sandre produit et diffuse des référentiels (documents de spécification et jeux de données) libre de droits d'utilisation à l'adresse :

<http://sandre.eaufrance.fr>

Ces référentiels permettent la bancarisation et l'échange des données pour la connaissance de l'eau et des milieux aquatiques ; **ils garantissent l'interopérabilité technique des systèmes d'information.**

L'année 2011 a été marquée par :

- **la sortie de l'Atlas** : le Sandre améliore les performances et les fonctionnalités de l'Atlas. Rappelons qu'il offre un nouveau moteur de recherche cartographique, des jeux de données géographiques de référence et des métadonnées associées. Ce service apparaît dans le site Internet du Sandre.
- **l'obtention de la certification ISO 9001**, couvrant le périmètre des documents de spécification, plus précisément les dictionnaires des données Sandre - désormais entièrement modélisés en UML. Ce périmètre évoluera en 2012, l'objectif est de couvrir progressivement toutes les activités du Secrétariat Technique du Sandre.

- **la publication des documents de spécifications** sur des sujets variés, tels que les obstacles à l'écoulement, les zonages ou les migrateurs. Par ailleurs, le Sandre a publié un scénario d'échange et de valorisation des données du Système d'Information du Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations (SCHAPI).

**Plus de 1000 codes ont été créés.**

Le Sandre travaille à la mise en place d'un nouveau service de diffusion des jeux de données incluant la gestion de l'historique. Aussi, en étroite collaboration avec Aquaref, les référentiels taxons et méthodes vont être améliorés.

**Plus de 800 certifications de fichiers d'échange ont été réalisées**, selon le formalisme Sandre, dont les échanges entre les distributeurs d'eau et les Agences Régionales du Ministère chargé de la Santé.

Le Sandre teste actuellement un service de certification de services web prochainement disponible...

#### Normalisation Européenne et Internationale

Dans le cadre de la Directive INSPIRE, de l'OGC et des travaux de la COVADIS, le Sandre est membre contributeur pour la rédaction de spécifications sur l'échange de données sur l'eau : spécification WaterML 2.0 (working group hydrology de l'OGC), spécification INSPIRE et de la COVADIS.

<http://sandre.eaufrance.fr>



"Explore 2070" est un projet du Ministère chargé de l'Ecologie qui a pour but de mettre en commun les données sur différentes thématiques (biodiversité, eaux souterraines, eaux de surface, littoral, prospective socio-économique) de façon à prévoir les adaptations nécessaires pour faire face aux changements climatiques et anthropiques.

L'OIEau participe au modèle intégrateur qui assure l'accès aux résultats.

#### Rendre accessible les données sur le changement climatique

Le site Internet, en cours de configuration, permettra de consulter ces données regroupées suivant quatre questions clés (offre et demande en eau, biodiversité, risque côtier, et événements extrêmes) et différentes échelles géographiques (nationale, bassin versant, trait de côte, zones humides, grandes agglomérations). Sur certains aspects, le modèle permettra de calculer les risques et les coûts du changement climatique et de l'adaptation pour y faire face. ✓

[www.documentation.eaufrance.fr](http://www.documentation.eaufrance.fr)

#### "Les documents techniques sur l'eau"



En juillet 2009, l'ONEMA a lancé avec l'appui de l'OIEau, le premier portail documentaire sur l'eau et les milieux aquatiques, qui a pour objectif de mutualiser les documents techniques détenus par les centres publics de documentation. Il est alimenté en permanence grâce aux contributions des six Agences de l'Eau, du Ministère chargé de l'Ecologie, des Offices de l'Eau de la Martinique et de la Réunion, de l'ONEMA, de l'IFREMER, du CEMAGREF, du BRGM et de l'OIEau.

En 2011 le portail s'est enrichi de nouveaux services pour des utilisateurs toujours plus curieux de consulter des rapports, des études, des ouvrages, des articles de revues scientifiques et techniques, des documents sur l'eau et les milieux aquatiques.

De nouvelles fonctionnalités sont offertes aux usagers :

- une recherche cartographique, qui permet de cibler les requêtes et d'afficher les documents sélectionnés géographiquement ;
- des dossiers sur l'actualité scientifique et technique du domaine de l'eau ;
- une mémorisation des requêtes ;
- des alertes sur les nouveaux documents mis en ligne ;
- des "paniers" (ou sélections personnelles), qui permettent d'exporter la liste des notices sélectionnées.

Ce portail documentaire national répond aux exigences de transparence et d'accès aux informations environnementales imposées par la Convention Internationale d'Aarhus.

Chacun pourra utiliser cet outil pour mieux comprendre et agir ou s'impliquer dans les décisions ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques.

[www.documentation.eaufrance.fr](http://www.documentation.eaufrance.fr)



### Les Journées des SAGE

L'OIEau a contribué aux Journées des SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux), organisées par l'ONEMA et le Ministère chargé de l'Ecologie.

Elles se sont déroulées les 6 et 7 juin 2011 à Paris, avec une participation de 60 Présidents de Commissions Locales de l'Eau (CLE), lors de la séance d'ouverture. Le lendemain plus de 200 participants dont 180 animateurs se sont retrouvés à la Défense pour une Journée d'échange et de partage en ateliers.

Des présentations et des débats ont pu avoir lieu sur : le rôle des Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) dans l'animation et le financement des SAGE, SAGE et SCOT, l'implication des CLE dans la politique locale de l'eau, la portée juridique des SAGE, le rôle de l'animateur... Les débats, suite à des retours d'expérience, organisés en ateliers, ont été riches en échanges.

L'OIEau a rédigé les compte-rendus d'ateliers techniques et a participé à la rédaction des actes des journées.

✓



### Animation du portail "Eau"

L'OIEau apporte sa contribution dans "Média - terre", premier réseau d'information Francophone sur le développement durable.

L'objectif de ce réseau est de faciliter la diffusion de l'actualité internationale sur le développement durable en langue française. L'information qui apparaît sur ce réseau est produite par de nombreux acteurs du Nord comme du Sud. L'OIEau, en signant un protocole d'accord avec l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF), qui pilote Média terre, accepte de contribuer à l'animation du portail "Eau" de ce réseau.

L'OIEau remplit plusieurs missions, qui vont de la veille d'information à la couverture médiatique d'évènements du domaine de l'eau, en passant par la rédaction/modération/publication de dépêches... Un accent a été mis sur le Forum Mondial de l'Eau 2012 et sur l'animation de la cellule Initiative-Eau, en étroite collaboration avec l'IEPF.

[www.mediaterre.org](http://www.mediaterre.org)

✓

### Milieux humides agricoles

#### Bientôt un nouveau guide méthodologique



Depuis janvier 2009, l'OIEau s'est fortement impliqué dans le projet "milieux humides agricoles : perspective de recherche et de développement durable".

Ce projet d'environ 900k€ est financé par le Compte d'Affectation Spéciale "Développement Agricole et Rural" (CAS DAR), les Agences de l'Eau (Loire-Bretagne et Adour-Garonne) et la Région Limousin.

Il est réalisé par 5 Chambres Départementales d'Agriculture, 2 Parcs Naturels Régionaux, la Chambre Régionale d'Agriculture du Limousin, le Conservatoire Botanique National du Massif Central, le GRESE (Université de Limoges), le CNRS et l'INRA.

**La Chambre Départementale d'Agriculture de Haute-Vienne pilote le projet, l'OIEau prenant en charge la communication / concertation.**

Les résultats obtenus permettront d'obtenir des références techniques sur les modalités de mise en valeur de ces milieux humides, respectant à la fois les contraintes agricoles et les exigences environnementales, dans une perspective de développement durable.

✓

### "Water RtoM"

#### De la Recherche au Marché ...



"Water RtoM" vise à accélérer le transfert des résultats de recherche (de 3 à 5 ans) vers les utilisateurs finaux, en ajoutant une étape entre les produits de la recherche et les mécanismes de transfert de technologie existants.

Pendant 3 ans (2011-2013), l'OIEau et ses partenaires (la Fondation de l'Eau de Gdansk (POL), Amphos21 (ES), l'Association Roumaine de l'Eau (RO)) ont pour objectif de développer un nouveau service offrant un espace de collaboration entre les équipes de recherche et les utilisateurs finaux publics ou privés.

"Water RtoM" : c'est une veille continue des produits de la recherche, mais également une analyse des besoins du marché auprès des praticiens et la mise à disposition de résultats sur une "foire électronique".

C'est aussi une méthode normalisée d'évaluation des produits de la recherche innovants en termes de proximité du marché.

Une trentaine d'innovations feront l'objet d'une analyse (avantages, coûts, développement, marketing) en vue de leur mise en œuvre et de leur diffusion.

#### Les prochains rendez-vous :

POLLUTEC en France, IFAT en Allemagne, WODKAN en Pologne, Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm, EXPOAPA en Roumanie, Euro-RIOB...

Contactez water RtoM !

[www.waterptom.eu](http://www.waterptom.eu)

✓

## [www.eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr)

### Toujours plus nombreux à nous faire confiance

La réglementation de l'eau et des services publics n'a cessé d'évoluer depuis la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006. Le Grenelle de l'Environnement et les deux Lois qui ont suivi en 2009 et 2010, la réforme des Collectivités Territoriales de 2010, la Loi de finances rectificative pour 2010, etc. ont eu un effet direct sur le fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement.

Face à la complexification de la gestion des services municipaux, l'**Office International de l'Eau** se doit d'apporter aux responsables, Maires et Présidents d'intercommunalités, comme à leurs partenaires et aux bureaux d'études, un appui permanent à la prise de décision.



Pour cela, [eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr) leur réserve un accès privilégié à des informations utiles, aussi bien sur le plan juridique que technique ou financier.

Aujourd'hui, plus de 500 Collectivités, distributeurs d'eau et sociétés de conseil ont choisi de faire confiance à [eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr) pour répondre à leurs interrogations quotidiennes.

Parmi nos utilisateurs : Eau de Paris, le SEDIF, l'Association des Maires de France, Veolia-Eau, la Lyonnaise des Eaux, SAUR, Nestlé Waters France, le SIAAP, la Régie des Eaux de Grenoble, etc.

Retrouvez toutes les mises à jour de notre site sur :

[www.eaudanslaville.fr](http://www.eaudanslaville.fr)



## [www.zones-humides.eaufrance.fr](http://www.zones-humides.eaufrance.fr)

### Le site contribue à la Journée Mondiale des Zones Humides



Depuis 1997, le 2 février est devenu la **Journée Mondiale des Zones Humides**, une occasion de faire découvrir au grand public leur diversité et leur richesse.

Depuis l'ouverture en 2010 du site Internet [www.zones-humides.eaufrance.fr](http://www.zones-humides.eaufrance.fr), le programme de cette Journée est saisi en ligne par les organisateurs de manifestations et les Pôles-relais Zones Humides.

Le bilan de l'édition 2011 : 383 actions, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2010. La Journée 2012 a porté sur "les Zones Humides, le Tourisme et les Loisirs".

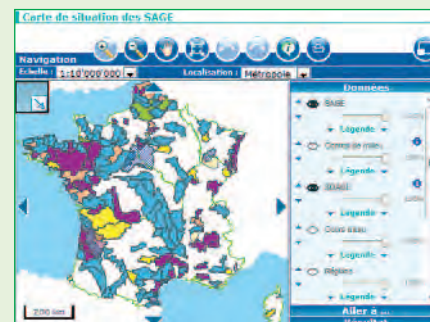
Le portail Zones Humides est animé par l'**ONEMA**, avec le soutien technique de l'**OIEau** et la collaboration du Ministère chargé du Développement Durable, du Ministère chargé de l'Agriculture, des Agences de l'Eau, du Muséum National d'Histoire Naturelle, et des Pôles-relais Zones Humides.

[www.zones-humides.eaufrance.fr](http://www.zones-humides.eaufrance.fr)



## "GEST'EAU"

### Une carte dynamique des SAGE et des contrats de milieux !



**GEST'EAU** est le site Internet national dédié aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et aux contrats de milieu.

La refonte du site a été réalisée en 2010 suite à une enquête de satisfaction menée auprès des internautes : aujourd'hui, les cartes des outils de gestion intégrée de l'eau sont mises à jour en temps réel et sont devenues dynamiques.

Vous pouvez construire votre propre carte en choisissant les données à afficher (SAGE, contrats de milieu, SDAGE, cours d'eau, Région, Département, Commune), zoomer sur des territoires précis et accéder aux fiches descriptives des SAGE et des contrats de milieu correspondants.

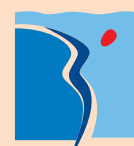
Venez découvrir si votre Commune est concernée par un SAGE et un contrat de milieu !

Le site est animé par l'**OIEau** depuis sa création en 2002, sous la coordination du Ministère chargé de l'Ecologie (MEDDTL) et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).

[www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr)



## [www.oieau.org](http://www.oieau.org)



**Le monde de l'eau sur Internet**

## Pays de Landerneau-Daoulas

### Appui à la Communauté de Communes pour le transfert de la compétence assainissement

La décision de transférer la compétence communale d'un service d'eau ou d'assainissement à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale constitue toujours une étape de doute et d'incertitude pour les Elus. En effet, le niveau de service offert, le choix des investissements et la politique tarifaire ne résulteront plus d'une décision du Conseil Municipal, mais d'un compromis communautaire que les Elus souhaitent appréhender avant de s'engager.

Les problèmes afférents à ce transfert sont complexes et concernent toutes les facettes du service. Ils sont d'ordres techniques, administratifs, réglementaires et financiers. C'est pourquoi, la **Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas**, regroupant 22 Communes et près de 50.000 habitants, a fait appel au groupement AETEQ-OIEau-Eau Industrie pour l'aider à définir son futur service d'assainissement collectif des eaux usées et pour identifier les difficultés à surmonter à l'occasion de son instauration.

#### L'étude se décline en 3 phases :

- **En premier lieu**, un recensement des systèmes d'assainissement existants inventariant les équipements, leur état et leur niveau d'adaptation vis-à-vis de la réglementation et des besoins. Parallèlement, l'organisation et les moyens des services techniques et administratifs sont examinés et une analyse financière rétrospective est menée au sein de chaque service, afin d'en dégager les atouts et les faiblesses au sein du futur service communautaire ;

- **Ensuite**, une évaluation technique et financière des installations à créer pour les dix prochaines années. Elle doit prendre en compte les nécessités de renouvellement des installations, les extensions prévues au zonage, l'évolution de la réglementation (DCE) et les contraintes locales de protection des milieux aquatiques terrestres et maritimes (SAGE de l'Elorn). Après avoir dimensionné le futur service en terme de moyens humains et matériels, une analyse financière prospective devra proposer un tarif unique de la redevance assainissement.

- **Enfin**, le groupement assistera le nouveau service communautaire, d'une part, pour mettre en place une organisation efficiente et établir le premier budget et, d'autre part, pour établir les profils de poste et les procédures de réalisation des missions qui lui sont confiées.

Démarrées en juin 2010, les deux premières phases de l'étude sont terminées. Les ajustements finaux, les simulations financières (tarification et plan d'investissement) présentés en septembre 2011 permettent aux Elus de faire le choix ou non du transfert de cette compétence.

✓



## Assainissement Non Collectif

### L'analyse du cycle de vie pour mieux choisir les dispositifs ANC

L'OIEau poursuit ses actions de connaissance et de caractérisation de l'Assainissement Non Collectif en partenariat avec l'ONEMA et le MEDDTL.

Il s'inscrit dans une démarche d'intégration des valeurs environnementales dans les précisions de choix techniques.

L'Analyse du Cycle de Vie apparaît comme utile et adaptée à la qualification environnementale des dispositifs techniques de traitement.

Cette approche est effectuée par l'OIEau en collaboration étroite avec le CEMAGREF, qui étudie l'application de cette méthode sur les installations de traitement d'assainissement collectif.

A terme, les études menées en parallèles permettront de compléter les grilles de choix des dispositifs ANC en intégrant la valeur environnementale. Il s'agira également d'initier les comparaisons plus efficaces entre assainissement collectif et non collectif.

✓



## Seine-Normandie

### Des substances dangereuses dans les produits ménagers



L'OIEau, associé à l'Université de Limoges, est chargé par l'Agence de l'Eau de réaliser une étude diagnostic des rejets de substances dangereuses contenues dans les produits des ménages dans le Bassin Seine-Normandie.

La première étape de ce travail a consisté à créer une base de données recensant plus de 740 substances utilisées dans les produits ménagers et leur dangerosité telle qu'identifiée par différents Organismes européens ou internationaux ou par l'Agence de l'Eau. Elle a permis d'identifier une liste de produits à étudier plus en détail dans une deuxième étape pour estimer les quantités utilisées de ces produits dans le bassin et les flux de substances rejetées dans les systèmes d'assainissement.

L'OIEau estimera ensuite la contribution des substances rejetées, après traitement conventionnel, à la pollution des cours d'eau du bassin. Cette étape permettra de proposer un certain nombre de pistes et de recommandations pour préparer les actions futures de l'Agence dans ce domaine, que ce soit pour l'amélioration des connaissances sur cette problématique ou encore la prise en charge de traitements non conventionnels ou les incitations à la restriction d'utilisation de ces produits.

✓

## Agglomération d'Agen

### Appui à l'AEP et l'assainissement

Dans le cadre du transfert des compétences eau potable, assainissement et eau pluviale, la Communauté d'Agglomération d'Agen a souhaité lancer trois diagnostics fonctionnels et réaliser les Schémas Directeurs des infrastructures dans son périmètre actuel et futur.

Le Service Etudes de l'OIEau a réalisé en 2010, un travail d'appui à la Collectivité pour l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises.

Les prestations effectuées durant l'année 2011 ont pris en compte la nouvelle extension du périmètre de l'Agglomération.

✓



## Région PACA

### 2011, Année Régionale de l'Eau en Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Région PACA s'affirme comme l'un des acteurs majeurs d'une politique de l'eau territorialisée

En 2009, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec l'ensemble des acteurs, a organisé les premières Assises Régionales de l'Eau et lancé le **Schéma d'Orientation pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau (SOURCE)**, auquel l'**Office International de l'Eau** a participé en 2010-2011 pour la phase d'analyse prospective, faisant suite à la phase de diagnostic.

#### Un diagnostic régional détaillé

Il ressort de ce diagnostic :

- des potentiels d'économie d'eau en lien avec le devenir des canaux d'irrigation et la maîtrise de la demande en eau,
- des marges de manœuvre importantes en matière de transferts et de stockage de l'eau et des attentes fortes sur les secteurs qui ne sont pas déjà sécurisés,
- une connaissance partielle des ressources souterraines et des pollutions diffuses,
- et une délicate remise à plat des allocations sectorielles dans le cadre de l'application de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau et de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006.

La planification et la coordination des acteurs régionaux s'avèrent donc décisive pour que le **SOURCE** devienne un véritable outil de connaissance et de Gouvernance régionale.

#### Une démarche prospective

La phase 2 a consisté à établir des scénarios prospectifs contrastés et plausibles. Une dizaine de variables déterminantes parmi lesquelles la démographie, le foncier, le changement climatique ou la protection des milieux ont été sélectionnées, puis déclinées suivant deux corps d'hypothèses :

**Selon le premier**, les dynamiques démographiques, foncières et économiques seraient en ligne avec la tendance de ces dernières années.

**Selon le deuxième**, un effort de "régulation" relayerait une attente sociétale correspondant à la dynamique "Grenelle".

La combinaison de ces variables déterminantes a permis d'aboutir à un jeu de quatre scénarios, après une série de réunions et groupes de travail avec les Elus, les représentants des usagers et des Institutions concernées de la Région.

Ces scénarios globaux ont ensuite été déclinés pour six territoires, de façon à faire ressortir les enjeux locaux, grâce à une série de réunions publiques.

Le **SOURCE** doit être un outil d'aide à la décision à disposition des acteurs de l'eau et de l'aménagement du territoire. Il préconise des réponses aux besoins de gestion des ressources en eau et favorise le consensus autour du partage des ressources en eau entre les utilisateurs.

La phase 3, actuellement en cours d'exécution, doit permettre de définir les objectifs quantitatifs à atteindre et les moyens à mobiliser.

L'**Office International de l'Eau**, qui, avec son Centre de Sophia-Antipolis, est aussi un acteur régional dynamique, participe aux différentes phases de l'exercice, au titre de sa double compétence thématique (adaptation au changement climatique, gestion intégrée des ressources en eau, mise en œuvre de la DCE...) et géographique (connaissance et pratique confirmées des institutions et acteurs de l'eau français, européens et des PPM).



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## UNICEM Nord-Pas-de-Calais

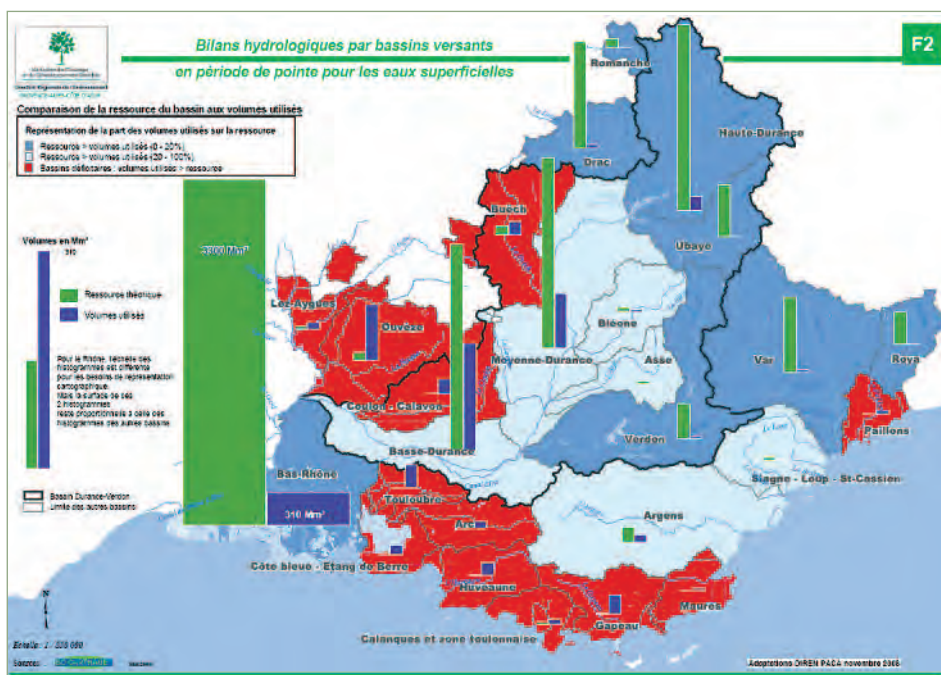
L'Union Nationale des Industries de Carrières Et Matériaux de construction (UNICEM) regroupe la quasi-totalité des industries extractives de minéraux, ainsi que les fabricants de divers matériaux de construction (bétons, mortiers, plâtre, ...).

L'UNICEM Nord-Pas-de-Calais représente 151 entreprises et 2.784 salariés.

L'eau d'exhaure représente plus de 12,2 millions de m<sup>3</sup> d'eau pompés puis rejetés dans les cours d'eau après prétraitement.

Depuis 1990, le SIDEN, la Régie Noréade, le Parc Naturel Régional de l'Avesnois et l'UNICEM Nord-Pas-de-Calais travaillent pour rendre possible la valorisation des eaux d'exhaure des carrières en eaux brutes à potabiliser.

L'UNICEM Nord-Pas de-Calais a demandé à l'**Office International de l'Eau** de proposer des solutions et d'étudier les contours juridiques des futurs conventions.



## Autour du Monde

### Brésil : Forum National de Comités de Bassin III Pré-ENCOB - 29 - 31 août 2011, Rio de Janeiro

Au Brésil, cette année, c'est à Rio de Janeiro que le REBOB (Réseau Brésilien des Organismes de Bassin) et le Forum National des Comités de Bassin ont organisé du 29 au 31 août 2011 un événement préparatoire à leur Assemblée Générale Nationale 2011, dont le thème était la Gestion de l'Eau dans les Zones Métropolitaines.

Chaque année, la Réunion Nationale des Comités de Bassin (ENCOB) rassemble en moyenne 1.500 participants de tous les secteurs de la gestion de l'eau du Brésil.

Les différents intervenants de la réunion de Rio ont exposé leurs expériences locales, comme autant de solutions susceptibles d'être reproduite en tenant compte de la diversité des bassins du Brésil.

M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau, a présenté l'organisation de la gestion de l'eau dans la Région Parisienne en France.

[www.encob.org](http://www.encob.org)  
[www.riob.org](http://www.riob.org)



### 7<sup>ème</sup> Conférence Ministérielle "Environnement pour l'Europe" 21 - 23 septembre 2011 - Astana - Kazakhstan



Du 21 au 23 septembre 2011, la 7<sup>ème</sup> Conférence Ministérielle "Environnement pour l'Europe" a réuni à Astana (Kazakhstan) les Délégations de 53 Pays de toute la Région Pan-Européenne.

La Conférence a porté sur les enjeux de la protection de l'eau et des écosystèmes aquatiques, et sur la transition vers une économie verte. Elle était organisée par la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU) et le Gouvernement du Kazakhstan.

Les principaux accords obtenus ont porté sur :

- l'amélioration de la protection de l'environnement et la promotion du développement durable dans la Région de la CEE-ONU,
- l'importance de la participation de la société civile, des femmes, des Organisations Non Gouvernementales à la prise de décisions pour améliorer l'environnement,
- la coopération intersectorielle, dans le cadre de dialogues menés à l'échelle nationale,

- les ressources financières supplémentaires nécessaires pour améliorer le secteur de l'eau,
- le processus continu d'évaluation de l'environnement et le Système Européen d'Informations sur l'Environnement (SEIS),
- l'efficacité énergétique comme un des moyens les plus efficaces pour faire face aux changements climatiques et opérer la transition vers une économie verte,
- la contribution des Centres Régionaux pour l'Environnement à la promotion de l'économie verte et d'une meilleure Gouvernance environnementale.

Les pays qui ne l'ont pas déjà fait, ont été invités à ratifier la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux,

Le processus préparatoire du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau pour la Région Europe a été présenté à cette occasion par le Coordinateur Régional, M. Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau.

[www.unece.org/env/efe/Astana/welcome.html](http://www.unece.org/env/efe/Astana/welcome.html)

#### L'Action pour l'Eau d'Astana (Astana Water Action - AWA)

**Les Gouvernements et autres acteurs sont invités à s'engager volontairement à mettre en œuvre certaines actions spécifiques, tenant compte de la diversité des situations dans les pays de la Région et s'appuyant sur les analyses fournies par la CEE-ONU sur la "gestion durable de l'eau et des écosystèmes associés".**

Les actions présentées comportent des mesures pour une évaluation plus efficace et la protection des écosystèmes aquatiques, pour améliorer la santé humaine liée à la qualité et à la quantité d'eau, pour adapter la gestion de l'eau aux événements météorologiques extrêmes et au changement climatique, pour améliorer la gestion des eaux transfrontalières et pour accroître l'efficacité de l'eau par les différents usagers.

L'initiative encourage les investissements afin de réduire les impacts sur la quantité et la qualité de l'eau, améliorer l'efficacité de l'eau et de l'énergie et prendre en compte les populations vulnérables. ✓



## Les Journées de l'Eau du SIAEAG 2 - 7 octobre 2011 - Guadeloupe - Caraïbe

La Guadeloupe a accueilli du 2 au 7 octobre 2011, dans le cadre des Journées de l'Eau du SIAEAG (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau et d'Assainissement de la Guadeloupe), deux ateliers préparatoires au Forum Mondial de l'Eau de Marseille :

- **"La gestion locale et politiques de l'eau"**, présidé par MM. André Flajolet, Député, Commissaire au Forum Mondial de l'Eau et Patrick Lavarde, Vice-Président de la Commission du Processus Thématique ;

- **"La gestion de l'eau dans les Régions ultrapériphériques de l'Union Européenne et la coopération avec les pays voisins non-européens"**, présidé par M. Daniel Chomet, Président du Comité de Bassin de la Martinique et animé par MM. Pierre Roussel, Délégué du Ministère français de l'Ecologie au Processus Régional Europe du Forum et Jean-François Donzier, Coordinateur du Processus Régional Europe, respectivement Président et Directeur Général de l'OIEau.



Mme Jeanne Defoie, Directrice de l'Office Départemental de l'Eau de la Martinique, a présenté **le projet de création d'un réseau "Iles Bassin" au sein du RIOB.**

✓

## Conférence Préparatoire RIO+20 9 - 20 octobre 2011 - Douchanbé - Tadjikistan



Les 19 et 20 octobre derniers, s'est tenue à Douchanbé (Tadjikistan), à l'initiative du Gouvernement de la République du Tadjikistan et de "UN-Water", la Conférence **"Vers la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) : la coopération pour l'eau"**.

Près de 140 participants, spécialistes de l'eau et représentants de Gouvernements et d'Institutions Internationales, ont pris part à cette Conférence.

Les travaux étaient axés sur trois points :

- **le renforcement de la coopération et du dialogue pour atteindre les Objectifs du Millénaire,**
- **la présentation des meilleures pratiques de différentes régions du Monde,** en matière de coopération, aux niveaux local, national et régional, pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et l'utilisation efficace des ressources en eau pour le développement et la protection de l'environnement ;

- **la formulation de recommandations** sur les approches et les mécanismes à mettre en œuvre pour une utilisation conjointe des ressources en eau dans les bassins des fleuves, des aquifères et des lacs transfrontaliers.

Les recommandations et la note d'orientation adoptées à l'issue de la Conférence seront présentées dans le programme de la Conférence Rio +20 qui se tiendra du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro.

Jean-François Donzier, Directeur Général de l'OIEau, a présenté le programme d'actions du RIOB.

**2013 a été déclarée "Année Internationale de la Coopération pour l'Eau" par les Nations Unies.**

✓

## Réunion Régionale Préparatoire du 6<sup>ème</sup> FME pour le Caucase 14 - 15 novembre 2011 - Tbilissi - Géorgie

Les 14 et 15 novembre 2011, la Réunion Régionale Préparatoire du 6<sup>ème</sup> FME pour le Caucase, s'est tenue à Tbilissi (Géorgie), organisée par **le Centre Régional de l'Environnement pour le Caucase.**

Coordinateur du Processus de la Région Europe et Directeur Général de l'**Office International de l'Eau**, M. Jean-François Donzier a accueilli les participants en rappelant, en particulier dans son discours de bienvenue, l'importance de la coopération régionale pour assurer la gestion des rivières transfrontalières.

**Les participants venaient des trois Pays Caucasiens : Arménie, Azerbaïdjan et la Géorgie.** Les discussions ont permis de faire émerger et d'affiner les cibles prioritaires pour la Région du Caucase en matière de gestion de l'eau

Les participants ont jugé la réunion très productive et très instructive, et sont convenus de faire progresser la coopération régionale et le dialogue, liés à l'augmentation de la consommation d'eau et aux effets du changement climatique sur les cycles hydrographiques, pour faire face aux défis futurs.

✓



## Agence Française de Développement

### Capitaliser les expériences des Organismes de Bassins Transfrontaliers

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) transfrontalières, par une Gouvernance appropriée et des investissements planifiés à l'échelle du bassin, est la clef d'une utilisation durable et d'une préservation des ressources naturelles. Par le partage équilibré des ressources et des bénéfices induits, elle facilite la prévention des conflits entre les usages et entre les Etats.

**Les Organismes de Bassins Transfrontaliers constituent des cadres privilégiés pour la gestion des ressources en eau au-delà des frontières nationales.**

De tels Organismes ont été créés, il y a plusieurs décennies par exemple, dans les Bassins des Fleuves Sénégal (OMVS) ou encore Niger (ABN) et plus récemment sur le Mékong (MRC), le Congo (CICOS) et la Volta (ABV). Un Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE), dont l'une des tâches est de favoriser la gestion de l'eau par bassin, a été créé au sein de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2004.

La coopération française appuie ces institutions à travers divers projets, ainsi que par le détachement d'assistants techniques spécialisés dans la GIRE.

Sur la période 2011-2013, l'Agence Française de Développement a demandé à l'**Office International de l'Eau** de piloter un projet visant, par un partage d'expérience et un renforcement des capacités, à améliorer le fonctionnement et l'efficacité des activités des Institutions bénéficiaires (ABN, ABV, CCRE, CICOS, OMVS, MRC), en accompagnement de l'assistance technique en poste auprès de celles-ci.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- ◆ Capitalisation des expériences pertinentes de chacun et appropriation des meilleures pratiques par les autres institutions ;
- ◆ Accompagnement et coordination des assistants techniques français en poste auprès des institutions ;
- ◆ Amélioration de la vision stratégique de leurs activités par les Institutions bénéficiaires ;

◆ Organisation d'un benchmarking, en particulier sur les thèmes suivants :

- Gouvernance ;
- Recherche d'un financement autonome et durable ;
- Planification stratégique et mise en œuvre des actions ;
- Optimisation du monitoring.

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)



## D'un continent à l'autre

### AFRIQUE

### Côte d'Ivoire

#### Visite du Ministre ivoirien des Eaux et Forêts



M. Boueka Nabo, Ministre des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire, conduisant une importante Délégation de son Ministère, a rendu visite à l'**Office International de l'Eau**, à Paris le 12 juillet 2011.

Les entretiens de la Délégation ivoirienne avec l'Office ont été l'occasion pour le Ministre de souligner la volonté des Autorités gouvernementales de son pays de s'inscrire dans un partenariat et un réseau d'échanges puissants de coopération internationale, afin de développer l'organisation et la capacité de gestion de l'eau et d'instaurer des mesures de protection de cette ressource naturelle.

Il a souhaité promouvoir un partenariat technique et une collaboration réciproques afin d'utiliser pleinement toute l'expertise disponible.

Parmi les points essentiels de collaborations dans lesquels l'**OIEau** est susceptible d'apporter un appui, ont été notamment évoqués : la préservation et la gestion intégrée des ressources en eau, le développement des usages de l'eau, les capacités d'exploitation et la Gouvernance, la formation professionnelle, le suivi quantitatif et qualitatif des ressources qui autrefois étaient très abondantes en Côte d'Ivoire, mais qui connaissent aujourd'hui une grave diminution due aux modifications des équilibres naturels du fait de la déforestation, du développement agricole et de l'urbanisation résultant d'un accroissement démographique rapide.



## AFRIQUE

### Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP)

#### Développer la sécurité de l'eau et la résilience au changement climatique

L'adaptation aux effets du changement climatique sur l'eau devient une préoccupation partout dans le Monde.

En Afrique, cette question est abordée notamment à travers le Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP) élaboré en 2010 par AMCOW et le GWP.

Pour s'assurer que les pays auront bien les capacités pour intégrer la résilience au climat et la sécurité de l'eau dans leur planification du développement et pour développer des stratégies d'investissement nécessaires, les partenaires ont mis sur pied le projet de "Cadre pour la sécurité de l'eau et le développement de la résilience au climat".

Conduit par HR Wallingford, ce projet associe l'Office International de l'Eau, en particulier pour ce qui a trait à l'adaptation au niveau des Bassins Transfrontaliers.

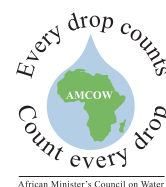
Les résultats du projet constitueront un ensemble de références pour les pays en développement pour mettre en place les plans d'adaptation nécessaires et pour développer les investissements "sans regrets" qui s'avèrent indispensables sur le Continent Africain et les stratégies de financement pour les actions à conduire.

Le "WACDEP" produira :

- un Document Technique pour l'élaboration d'un cadre stratégique sur le développement de la sécurité de l'eau et de la résilience au climat ;
- le cadre stratégique lui-même qui précisera comment développer des actions d'adaptation et prendre des décisions politiques adéquates dans les Pays Africains ;

- des notes brèves pour les décideurs politiques, en particulier sur les investissements "sans regrets" ;
  - une stratégie de développement des capacités et un plan de mise en œuvre.
- Les résultats sont attendus pour le printemps 2012.

[www.gwp.org/fr/WACDEP](http://www.gwp.org/fr/WACDEP)



### CEDEAO - CCRE

#### Sélection des projets prioritaires de grandes infrastructures hydrauliques

En Afrique de l'Ouest, il est nécessaire de développer des grands projets d'infrastructures hydrauliques qui permettent le développement de l'irrigation, de l'énergie et améliorent globalement le niveau de vie des populations.

De tels projets concernent souvent plusieurs pays et contribuent à l'intégration régionale s'ils sont conduits dans un cadre de concertation à travers les Organismes de Bassins Transfrontaliers, selon les normes environnementales et sociales internationalement reconnues.

Le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a organisé un Dialogue sur les grands projets d'infrastructures dans le secteur de l'eau.

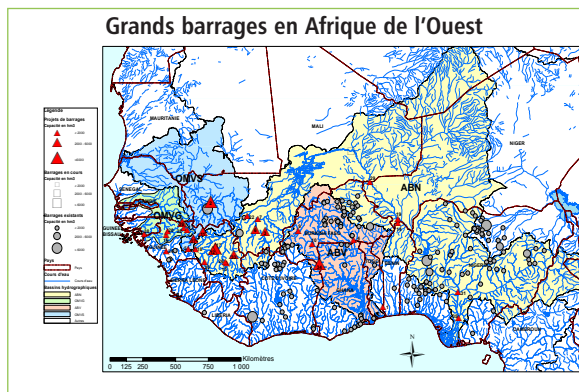
Dans ce cadre, le CCRE a confié à l'Office International de l'Eau (OIEau), en 2009 l'évaluation des mécanismes utilisés par les Organismes de Gestion des Ressources en Eau, avec l'analyse de trois barrages existants ou en cours de construction : Bui (Bassin de la Volta), Manantali (Sénégal) et Kandadji (Niger).

Parallèlement, un Panel d'experts a produit des recommandations de bonnes pratiques pour le développement d'infrastructures hydrauliques durables en Afrique de l'Ouest.

A la demande du CCRE, l'OIEau a établi, lors d'une seconde phase, réalisée en 2011, une liste de projets de grands ouvrages hydrauliques prioritaires, car ayant un impact significatif sur l'intégration régionale. La sélection a été opérée à partir d'un outil d'analyse multicritères conçu par l'OIEau.

Cinq critères, relatifs au caractère transfrontalier des projets d'ouvrages, à l'intégration économique, à la sécurité alimentaire, à la production hydroélectrique et aux impacts environnementaux et sociaux, ont été utilisés pour l'analyse.

Huit ouvrages ont ainsi été sélectionnés : Adjarala (Bassin du Mono), Boureya (Sénégal), Digan (Gambie), Fomi (Niger), Kaleta (Konkouré), Noubiel (Volta), Salinho (Koliba-Corubal) et Sambangalou (Gambie).



Les choix d'ouvrages prioritaires ainsi que les recommandations du Panel d'experts ont été validés lors d'un atelier régional réunissant en juillet 2011 les quinze pays de la CEDEAO et les Organismes de Bassins Transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest.

L'atelier a recommandé la mise en œuvre pour chacun des ouvrages sélectionnés de mécanismes institutionnels et financiers spécifiques pour le partage des coûts et des bénéfices entre les pays concernés.

[www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

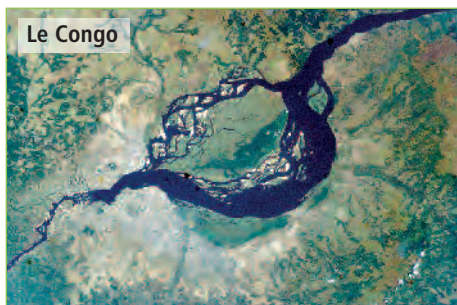


## AFRIQUE

### Congo-Oubangui-Sangha CICOS



#### Suivi hydrologique et SDAGE du Bassin du Congo



La Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), l'**Office International de l'Eau (OIEau)**, les services hydrologiques des 4 Etats-Membres de la CICOS, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et Solidarité Eau Europe (SEE) ont obtenu un financement de la **Facilité Européenne pour l'Eau**, permettant le renforcement des capacités pour le suivi hydrologique ainsi que l'**élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin du Congo**.

L'OIEau dispensera les formations avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et la SEE.

Les activités de suivi hydrologique s'effectueront dans le cadre du projet Congo-HYCOS, en collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale, le Centre de Recherches Hydrologiques du Cameroun, la Direction de la Météorologie Nationale de Centrafrique, le Groupe de Recherche en Sciences Exactes et Naturelles du Congo et la Régie des Voies Fluviales de la République Démocratique du Congo.

S'agissant du SDAGE, l'expérience française s'appuiera sur celle du Bassin Rhin-Meuse et la participation des populations sera accompagnée par SEE et Eau Vive. Le projet est cofinancé par les coopérations françaises (FFEM) et allemandes (GIZ).

[www.cicos.info](http://www.cicos.info)



### Autorité du Bassin de la Volta

L'Autorité du Bassin de la Volta, l'**Office International de l'Eau** et le Réseau International des Organismes de Bassin ont mis en œuvre dès la fin 2011 un projet de 3 ans aux côtés des experts des Agences de l'Eau Seine-Normandie et Adour-Garonne.

**Ce projet, d'une durée de 40 mois et un budget global de 518.000 €, est financé par la Facilité Eau de l'Union Européenne, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et l'Agence Française de Développement.**

Ses objectifs sont d'améliorer la Gouvernance de l'eau, la gestion régionale des ressources et le développement durable dans le Bassin de la Volta, partagé par six Pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo).

Les activités permettront de renforcer les capacités :

- du "**Forum des Parties prenantes au Développement du Bassin**", Organe consultatif de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), constitué de représentants des différentes catégories d'usagers de l'eau, de la société civile et des collectivités décentralisées, ainsi que des structures focales nationales des six Etats-Membres ;

- du "**Comité des Experts**", organe exécutif de l'ABV, constitué de représentants des Etats-Membres de l'Autorité,
- de la "**Direction Exécutive**", premier Organe exécutif de l'ABV mis en place en septembre 2006.

Ces activités s'inscriront également dans le cadre du processus d'élaboration et d'approbation de deux outils essentiels :

- la **Charte de l'Eau** : elle sera l'épine dorsale politique et juridique de l'ABV pour l'amélioration de la Gouvernance de l'eau ;
- le **Plan Directeur de Développement et de Gestion Durable des Ressources en Eau du Bassin de la Volta** : outil de planification régionale et de définition d'actions.

[www.abv-volta.org](http://www.abv-volta.org)



### Autorité du Bassin du Niger

#### Mise en place de l'Observatoire du Bassin

L'Observatoire du Bassin du Niger est un Organe du Secrétariat Exécutif de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), mis en place en 2004 lors de la réforme Institutionnelle de l'ABN.

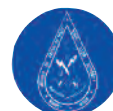
L'Observatoire, directement rattaché au Secrétaire Exécutif, a pour missions essentielles de suivre l'évolution du bassin dans ses dimensions hydrologique, environnementale et socio-économique, de produire de l'information périodique sur le développement du bassin à travers l'analyse des données recueillies et de mettre en œuvre un dispositif de diffusion des informations.

Le projet d'Appui à la mise en place d'un Observatoire de l'Environnement du Bassin du Fleuve Niger a été financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) pour un montant de 1,2 millions d'Euros. Ce projet démarré fin 2005 a pris fin en décembre 2010.



Le FFEM a confié à l'**Office International de l'Eau** la réalisation de l'évaluation finale du projet.

[www.abn.ne](http://www.abn.ne)



## AFRIQUE

### Congo



#### Renforcement des Centres de Formation (CFO)

Dans le cadre de la réforme du secteur de l'eau en République Démocratique du Congo, l'OIEau a remporté un appel d'offre lancé par la Banque Mondiale, concernant la définition des plate-formes pédagogiques des Centres de Formation (CFO).

Le projet consiste à proposer les solutions les plus pertinentes permettant de favoriser la formation pratique des personnels exploitants.

La mise en situation des apprenants est au cœur du projet qui comporte un audit initial de l'existant et une conception adaptée de plate-formes en collaboration avec la Direction de la Formation et la Cellule d'Exécution des Projets-eau (CEP-O) de la REGIDESO.

La première étape a montré que des installations présentes au CFO de Kinshasa pouvaient être réhabilitées mais que d'autres devaient être acquises.

En collaboration avec les équipes techniques mais aussi les formateurs congolais, plusieurs plate-formes sont à l'étude, par exemple : un pilote pédagogique de production d'eau potable, un réseau d'entraînement au montage des canalisations, un atelier de soudure, un banc de compteurs, ...



### Kenya



#### Appui à la Société des Eaux de Mombasa

L'OIEau est engagé depuis 2010 auprès de son partenaire SEURECA dans un projet important d'appui à la Société des Eaux et de l'Assainissement de Mombasa (MOWASCO), au Kenya, financé par l'Agence Française de Développement. La mission d'assistance technique, d'une durée de 24 mois, s'appuie sur 6 leviers principaux :

- la création d'un Système d'Information Géographique (SIG),
- un important programme de recherche des fuites,
- la mise en place d'un nouveau système informatique de Gestion des abonnés et de la Relation Client (GRC),
- un audit complet sur l'organisation fonctionnelle de la Société, en vue de procéder à d'éventuelles restructurations,
- un renforcement du suivi de la qualité de l'eau distribuée, par une modernisation du laboratoire d'analyse,
- un important programme de formation, destiné à renforcer les compétences et capacités professionnelles des personnels de MOWASCO, y compris la prise en main des nouvelles ressources technologiques (SIG et GRC par exemple).

L'OIEau a procédé dans un premier temps à des audits de la Société (418 personnes) et de ses activités afin de mettre en relief les difficultés et les enjeux.



Un nouvel organigramme a été proposé et approuvé par la Direction Générale, accompagné d'une définition précise, pour chacun des départements de la Compagnie, de ses fonctions, activités, organisation, nombre d'employés et qualifications requises ainsi que les indicateurs de performances devant être suivis.

L'OIEau s'est engagé dans la fourniture d'un nouveau logiciel de gestion clientèle qui sera opérationnel en 2012. Les nouvelles fonctionnalités du logiciel devraient permettre à MOWASCO d'évoluer vers une gestion de son service commercial plus automatisée et rigoureuse visant la satisfaction des usagers.

Des propositions ont également été formulées pour la réorganisation du laboratoire de suivi de la qualité de l'eau potable et pour la définition d'un plan de formation.



## Comité International de la Croix-Rouge - CICR

### 2001-2011 : 10 ans de collaboration entre le CICR et l'OIEau



C'est en 2001 que les premiers stagiaires du département Water-Habitation (WatHab) du CICR sont venus suivre des formations du Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) à Limoges.

Dès 2002, la collaboration s'est confirmée par la réalisation d'une formation sur mesure au diagnostic des infrastructures du domaine de l'eau potable, nécessitant l'intervention de 7 formateurs permanents de l'OIEau, chacun spécialiste dans son domaine (eau potable, réseau, pompage, maintenance, électricité).

En complément, des audits et des diagnostics techniques ont été réalisés en Guinée, République Démocratique du Congo, Burundi et bientôt au Soudan.

Toujours ancrée dans une logique d'actions complémentaires aux expertises du CICR, ces interventions ont également permis aux formateurs de l'OIEau de mieux cerner les contextes locaux et les contraintes particu-

lières que rencontrent les délégués WatHab du CICR.

Enfin, des formations ciblées, dans plusieurs pays d'Afrique Subsaharienne, ont été réalisées.

En mai 2011, la formation organisée et financée par le CICR était destinée à 18 techniciens de la Société des Eaux de Guinée sur le thème de la maintenance des stations de pompage.



# CICR

### Haïti

#### Audit de l'Observatoire haïtien de l'Eau et de l'Assainissement



Distribution d'eau potable sur un camp de réfugiés

L'OIEau était intervenu fin 2008 en Haïti pour définir les missions d'un Observatoire National de l'Eau et de l'Assainissement. Cette mission était axée stratégiquement sur les fonctions suivantes :

- faire remonter du terrain uniquement des données factuelles ;
- s'adosser à un nombre réduit d'indicateurs de performance ;
- instaurer les procédures de collecte et de calcul de ces indicateurs ;
- mettre en place un module d'aide au calcul des indicateurs.

L'OIEau a mené en 2011 une évaluation de l'Observatoire National de l'Eau Potable et de l'Assainissement en Haïti, afin :

- de relever les évolutions ;
- d'analyser si les différents objectifs qui étaient fixés ont été atteints ;
- de proposer les mesures susceptibles d'améliorer la gestion et le fonctionnement de l'Observatoire pour atteindre ses nouveaux objectifs.



#### Un référentiel technique pour l'eau en Haïti : pour augmenter les capacités du secteur et la pérennité des infrastructures

La **DINEPA**, Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement à Haïti, vient de confier à l'OIEau l'important chantier de l'élaboration des Directives et Guides Techniques Nationaux du domaine de l'Eau Potable et de l'Assainissement.

Confrontée à l'hétérogénéité des acteurs intervenant en Haïti dans les projets d'infrastructures, la **DINEPA** doit aboutir à une harmonisation nécessaire :

- pour assurer la qualité des réalisations et la qualité des eaux,
- pour mieux maîtriser les schémas directeurs et leur dimensionnement financier,
- pour simplifier les opérations d'exploitation et d'entretien.

Au-delà de ces enjeux purement techniques, la réalisation de ce référentiel national, qui sera hébergé sur un portail documentaire et fera l'objet de formations associées, est aussi un élément stratégique de renforcement des capacités du secteur.

Ainsi cet ensemble de Guides et de Directives permettra une meilleure intervention des entreprises haïtiennes formées à des techniques adaptées et maîtrisées.

Progressivement, les acteurs locaux pourront développer l'activité économique sectorielle en évitant les pièges des malfaçons par méconnaissance ou par manque de cadrage technique ou réglementaire.

Cette action participe à la construction du secteur de l'eau et à son développement.



#### Vers une future école des métiers de l'eau en Haïti



L'Ecole des Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (EMEA) va voir le jour en Haïti.

Pour en définir les contours, l'**Office International de l'Eau**, en partenariat avec l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement (ENGEES), en a réalisé l'étude de faisabilité.

Cette étude a été financée par le Fonds d'Etudes et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) en liaison avec AgroParisTech, qui a réalisé en 2011 la formation d'urgence des cadres de l'eau en Haïti.

Menée entre avril et septembre 2011, cette étude a eu pour objet de définir les besoins en renforcement de capacité du secteur, mais également les spécifications techniques, administratives et financières de la nouvelle structure.

L'EMEA, devrait couvrir un champ de formation très important : un niveau académique (licence, master, ...) pour la formation initiale, ainsi qu'un niveau technique pour la formation continue, dispensées sous forme de stages courts.

A l'issue de l'étude de faisabilité, le dimensionnement de l'école et de ses équipements pédagogiques spécifiques est réalisé.

Les mécanismes de financements ont également été présentés et discutés dans le but de rendre la structure pérenne et autonome à terme.

L'OIEau, intervenant depuis plusieurs années en Haïti, a pu plus facilement intégrer les particularismes locaux tout en appliquant sa maîtrise de la formation aux différents métiers de l'eau.



## AMÉRIQUE LATINE ET PACIFIQUE

### Brésil



#### Coopération technique Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Consortium de Bassin du Piracicaba-Capivari-Jundiá (PCJ)

Le cadre juridique et institutionnel issu de la Loi 9.433 de janvier 1997 sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au Brésil est inspiré des Lois françaises de 1964 et 1992. Les échanges techniques, universitaires et institutionnels entre les deux pays ont joué un rôle important pour son élaboration et sa mise en place.

Le Brésil comporte 27 Etats, d'une diversité climatique, culturelle, économique, sociale très importante et disposant chacun d'une large autonomie sur les plans politique et administratif.

Le cadre institutionnel brésilien, en de nombreux aspects, peut être comparé à celui de l'Union Européenne.

L'Agence de l'Eau française Loire-Bretagne, dans le cadre d'un financement de coopération décentralisée, s'engage aux côtés du Consortium PCJ - Piracicaba, Capivari, et Jundiá - et de l'Office International de l'Eau, afin d'aborder, à travers des actions de formation et d'échanges d'expertise, les 3 thèmes prioritaires suivants :

#### 1 La comparaison du Système Brésilien et de la Directive-Cadre sur l'Eau

La Directive-Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) de 2000 intéresse les experts brésiliens, dans la mesure où elle met en œuvre un processus d'articulation entre différents niveaux de compétences territoriales, faisant écho aux difficultés rencontrées pour l'application de la Loi de 1997 dans le contexte fédéral brésilien.

2 La planification des ressources en eau  
Les experts mobilisés produiront une évaluation comparative des pratiques dans les deux pays et proposeront des évolutions :

3 expérience brésilienne : le Plan National des Ressources en Eau de 2006, l'élaboration de Plans des Ressources en Eaux de plusieurs Etats fédérés, les Plans de Bassins dans diverses régions du pays, à des échelles géographiques très diverses et avec des caractéristiques très variables, la participation des acteurs de l'eau ou d'un public plus large.

■ expérience française : les Schémas Directeurs de Bassin (SDAGE et SAGE) et plus récemment les Plans de Gestion de la DCE.

#### 6 Le financement de la gestion des ressources en eau

Les experts mobilisés produiront une évaluation comparative des pratiques, notamment des redevances et de l'application des principes "pollueur-payeur" et "usager-payeur" dans les deux pays et proposeront des évolutions.

Les premiers résultats obtenus dans le cadre de ce projet ont été présentés lors d'un événement parallèle au 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau de Marseille.



### Nouvelle Calédonie



#### Développer l'assainissement

Le développement de l'assainissement est un enjeu considérable en Nouvelle Calédonie.

Partant du constat que l'approche actuelle de l'assainissement des eaux usées ne répond qu'imparfaitement aux défis, le Gouvernement a pris l'initiative d'améliorer l'assainissement des villes et des villages pour assurer concrètement l'aménagement durable des territoires.

Le Gouvernement a ainsi demandé un appui de l'OIEau, SOGREAH-ICEA et IDR pour l'analyse de différents scénarios institutionnels, juridiques, techniques et financiers envisageables.

A l'issue de cette étude, la création d'un **Organisme Partenarial d'Assainissement de Nouvelle Calédonie (OPANC) regroupant l'ensemble des Collectivités Locales et l'Etat apparaît comme une réponse adaptée.**



Dans le respect des compétences "assainissement" des Communes, le Gouvernement est en mesure de proposer à ces dernières, au travers de l'OPANC, un cadre rénové pour une programmation pluriannuelle, collégiale et partenariale des futurs travaux d'assainissement.

Dans ce cadre, l'adhésion des Communes à l'OPANC sera la marque d'un effort partagé, conciliant les intérêts du développement local et le respect d'un patrimoine commun. Cette adhésion réunira tous les acteurs institutionnels autour d'un destin commun par la conduite conjointe des politiques publiques du Pays.

L'étude repose sur ces orientations et met en œuvre des propositions réalistes largement débattues au cours de rencontres régulières avec les instances de pilotage. Un voyage d'étude en France organisé par l'OIEau a également permis de nourrir les échanges sur la base des pratiques de la métropole.

L'OPANC favorise une meilleure intégration progressive de l'assainissement dans les autres politiques publiques (aménagement, santé publique, environnement). A cette fin, une stratégie à long terme a été proposée nécessitant de respecter un cheminement par étapes réalistes et bien définies au plan juridique, financier et technique.



### Commission du Mékong - MRC

#### Visite d'étude de la Commission du Mékong en France et en Allemagne

Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Agence Française du Développement et la Commission du Mékong (MRC), une visite d'étude a été organisée fin octobre en France et en Allemagne, avec l'appui de l'**Office International de l'Eau**.

Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de Gestion d'Informations et de Connaissances dans le domaine de l'Hydrologie (IKMP-Hydrology), a réuni les représentants de la MRC et de chacun de ses Pays-Membres (Cambodge-Laos-Thaïlande-Vietnam).

Les thèmes principaux abordés ont été l'acquisition, le traitement et l'utilisation de données hydrométéorologiques, ainsi que leur usage dans le cadre d'une bonne gouvernance de bassin et en particulier pour une meilleure gestion des risques d'inondation.

Pour répondre au mieux à ces questions, des rencontres ont été organisées avec les Institutions suivantes :

- la Direction Générale de la Prévention des Risques et le SCHAPI, MEDDTL, Paris,
- l'Office International de l'Eau, Paris
- Météo-France, Paris,
- la Commission Internationale pour la Protection du Rhin, Koblenz,
- le Global Runoff Data Centre, Federal Institute of Hydrology, Koblenz,
- l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Metz,
- la Compagnie Nationale du Rhône à Lyon,
- ainsi que des visites sur le terrain dans la Vallée du Rhône.



Visite de la délégation à l'OIEau - Paris

Vu l'intensité des récentes saisons des pluies dans le Bassin du Mékong, la préoccupation d'une meilleure protection contre les inondations est extrêmement présente dans les pays concernés. Une politique concertée entre les différents pays dans ce domaine et une coordination au niveau du Bassin du Mékong sont donc à mettre en place rapidement.



### Laos

#### Le Bassin Pilote du Nam Ngum, fer de lance pour le développement de la GIRE au Laos

Un premier plan de gestion du Bassin de Nam Ngum a déjà été étudié sur financement de l'AFD, il y a quelques années.

Le nouveau Ministère des Ressources en Eau et de l'Environnement (MoNRE) vient d'être créé et reprend les prérogatives de l'ancien WREA (Water Resources and Environment Administration).

Afin d'accompagner les réformes en cours pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, les Agences de l'Eau françaises Loire-

Bretagne et Rhin-Meuse ont décidé de soutenir un Projet Pilote dans le Bassin du Nam Ngum dans le cadre de leur coopération décentralisée.

L'**Office International de l'Eau** en assure la coordination.

Un Séminaire International, organisé les 28 et 29 mars 2011 à Vientiane, avec le soutien financier de l'AFD, a permis de lancer ce projet, avec un excellent niveau de participation.

La Ministre laotienne des Ressources en Eau et de l'Environnement et l'Ambassadeur de France ont co-présidé la première partie du Séminaire, démontrant la volonté politique locale et enrichissant les débats de leurs éclairages.

La contribution des Agences de l'Eau françaises permet ainsi de poursuivre et d'approfondir les travaux déjà menés sur ce bassin.

L'enjeu est la mise en place des mécanismes de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) inscrits dans la nouvelle législation laotienne.

En pratique il conviendra de renforcer les capacités du Secrétariat du Comité de Bassin de la Rivière Nam Ngum (NNRBCS), du MoNRE, des Provinces et des Districts, afin qu'ils puissent préparer et mettre en œuvre de façon participative un Plan de Gestion durable des ressources en eau de leur bassin.



Le séminaire de Vientiane



## ASIE

### Vietnam



#### Projet de Bassin Pilote du Dong Nai

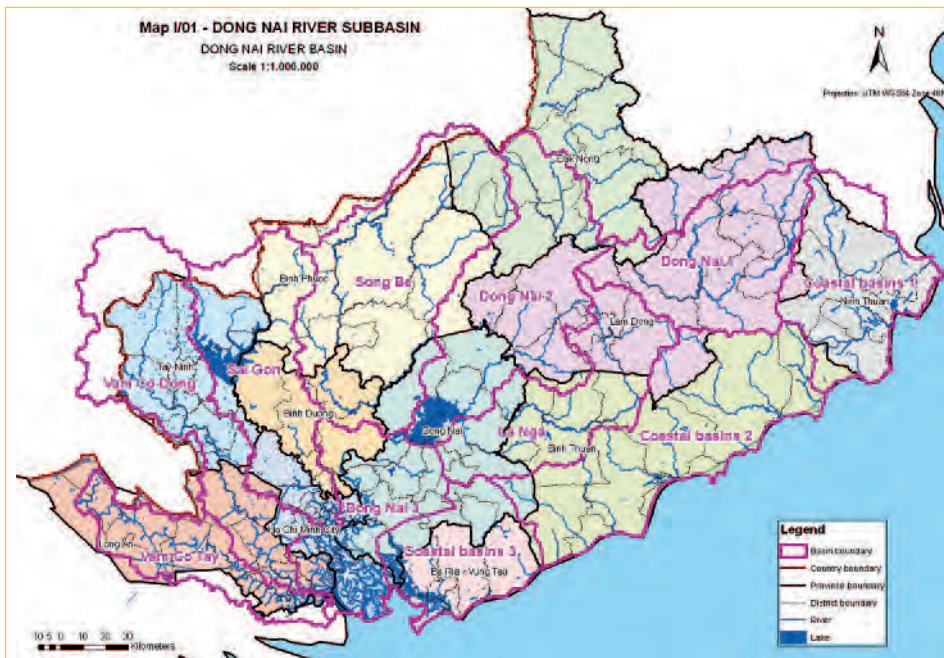
Le Projet Pilote du Bassin du Dong Nai, coordonné par l'OIEau, vise à apporter au MoNRE (Ministry of Natural Resources and Environment) :

- **Un appui institutionnel**, financé par les Agences de l'Eau françaises Loire-Bretagne et Seine-Normandie ;
- **Une aide à l'élaboration du Plan de Gestion du Dong Nai**, en lien avec un système d'information et de monitoring des eaux de surface, financée par le Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Emploi.

Il s'agit en particulier de renforcer le rôle de la Direction de la Gestion des Ressources en Eau du MoNRE, pour la coordination centrale, et de la DWRPIS (Division for Water Resources Planning and Investigation of South Vietnam,) destiné à devenir l'Organisme de Bassin du Fleuve Dong Nai.

L'année 2011 aura été riche en actions sur les différentes composantes du projet :

- Participation des experts juridiques français à la rédaction par le MoNRE de la future Loi sur l'Eau ;
- Tenue de la première réunion du futur Comité de Bassin et discussions sur l'étape de caractérisation du Dong Nai ;



- Finalisation des revues sectorielles préparatoires à l'élaboration du Plan de Gestion dans les domaines des eaux domestiques, de l'industrie, de l'agriculture, et de la régulation du régime des eaux et de l'hydromorphologie, par les experts des Agences françaises de l'Eau ;
- Mise en place d'un Système d'information sur l'eau ;

- Appui au développement du monitoring des eaux du bassin apporté par Asconit ;
- Elaboration du Plan de Gestion Pilote du Dong Nai sous l'égide du Bureau d'Etudes SCE.

[www.monre.gov.vn](http://www.monre.gov.vn)

#### Appui au développement des systèmes d'information



Vue satellite du Vietnam

La composante "système d'information" du Programme de coopération franco-vietnamienne vise à appuyer le MoNRE dans son rôle de coordinateur de "la gestion nationale des données et informations sur l'eau".

Il vise aussi à favoriser le partage des données entre les différents acteurs en produisant.

Un inventaire des sources de données existantes a été établi avec la mise en ligne d'un **catalogue sur Internet**, qui donne d'ores et déjà accès en anglais et en vietnamien aux descriptions de plus de **350 sources**.

La phase initiale de diagnostic a permis de constater que l'exploitation et la valorisation de ces informations sur l'eau restent à ce stade très limitées pour des raisons essentiellement liées à l'hétérogénéité des données produites et à l'absence de procédures permettant le partage des informations entre les producteurs et les utilisateurs.

Un plan d'action à court terme a été présenté afin de créer un cadre organisationnel et technique facilitant la gestion partagée des données

entre le niveau national et le niveau du bassin et de développer un Système d'information pilote du Bassin Dong Nai, en conformité avec la nouvelle législation vietnamienne.

[www.oieaudci.net/catvietnam](http://www.oieaudci.net/catvietnam)

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

Le monde de l'eau sur Internet



6.350.000 visiteurs en 2011 !

### Chine



#### **Coopération franco-chinoise : la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le bassin pilote du Fleuve Hai et du sous-bassin de la Rivière Zhou**

L'accès à l'eau est devenu l'une des préoccupations majeures de la Chine. Elle ne possède en effet que 7 % des ressources en eau de la planète pour un cinquième de la population mondiale.

La localisation de ces ressources est par ailleurs inégale entre le Sud, l'Ouest et le Nord du Pays. La qualité de l'eau est menacée par la pollution issue des rejets industriels, urbains et agricoles.

**Afin de faire face à ces défis, la Chine mène d'importants travaux d'infrastructures et modernise ses modes de gestion de l'eau.**

Le Gouvernement chinois développe de nombreuses coopérations internationales, notamment avec l'Union Européenne et ses Etats-Membres.

Un accord a été signé le 21 décembre 2009 entre le Ministère chinois des Ressources en Eau et le Ministère français chargé de l'Ecologie et du Développement Durable, pour développer des coopérations dans des domaines d'intérêt commun de la Gestion Intégrée et la Protection des Ressources en Eau.

Dans le cadre de cet accord, **le Bassin du Fleuve Hai, qui s'étend sur 318.000 km<sup>2</sup> et couvre 4 Provinces (Hebei, Shanxi, Henan, Mongolie intérieure) et deux grandes Municipalités (Pékin et Tianjin), a été retenu pour y conduire un Projet Pilote de coopération entre les deux Pays.**

La réalisation de ce Projet de coopération et d'assistance technique entre 2011-2015 vise les objectifs suivants :

- Apprendre mutuellement et échanger sur les expériences des deux Pays en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau par bassin ;
- Echanger sur la politique et les mesures de protection et de restauration des écosystèmes aquatiques, ainsi que sur l'application de mécanismes "pollueur - payeur" ;

- Expérimenter dans le Bassin Pilote des outils de gestion adaptés au contexte, tant du point de vue de modalités institutionnelles que des solutions techniques à apporter face aux grands enjeux de gestion du bassin.

Le projet vise en particulier à tester l'application en Chine de certains mécanismes de gestion de bassin, de lutte contre la pollution des eaux et de protection des écosystèmes aquatiques, mis en pratique en France depuis la Loi de 1964, ayant créé les Agences de l'Eau.

Les partenaires du Projet sont, pour la partie Chinoise, Le Ministère des Ressources en Eau, la Commission de Conservation des eaux de la Rivière Hai, ainsi que les Bureaux des Eaux de la Municipalité de Tianjin et de la Province de Hebei, et, pour la partie française, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), les Instances du Bassin Seine-Normandie (AESN), le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Etablissement Public Territorial de Bassin Seine Grands Lacs et l'**Office International de l'Eau (OIEau)**, qui assure la coordination technique du projet.

#### **Phases de l'accord de coopération**

Le projet se déroule en deux phases :

**Une première phase de coopération** a permis, suite au protocole d'accord signé le 4 juillet 2011 à Pékin, de mieux connaître des deux côtés le fonctionnement des institutions de bassin et les procédures et moyens qu'elles mettent en œuvre en France et en Chine.

Les missions des experts français en Chine ont ainsi permis d'établir un premier diagnostic du Bassin de la Hai et d'apporter une formation à 70 homologues chinois du bassin sur les outils de gestion de bassin utilisés en France. Parallèlement, trois délégations chinoises ont été reçues dans le Bassin Seine-Normandie.

**Une deuxième phase (avril 2012-avril 2015)** vient d'être lancée à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau de Marseille, le 12 mars 2012. Elle permettra d'expérimenter sur le sous-bassin de la Rivière Zhou, certaines méthodes françaises dont la pertinence a été identifiée lors de la première phase, et qui portent notamment sur :

- **La gestion de bassin**, avec la mise en place d'une planification générale pour la gestion intégrée du Bassin de la Rivière Zhou.
- **Le développement technique**, avec des propositions de solutions et mesures pour faire face à la pollution et à l'eutrophisation, pour la protection et la restauration des milieux aquatiques, la surveillance de la qualité de l'eau et un système d'alerte,
- **Le renforcement des savoir-faire**, avec l'organisation de formations en Chine et en France.

Un Programme pluriannuel d'actions concrètes établi conjointement précisera les besoins d'expertises et de formation, le calendrier de réalisation réaliste sur trois ans et le chiffrage des coûts de la coopération pour les deux parties. ✓



Signature de la seconde phase du protocole d'accord à Marseille le 12 mars 2012

### Europe Orientale, Caucase et Asie Centrale

#### Premières phases du projet pilote de renforcement de l'administration des données pour 2 Bassins Transfrontaliers pilotes

Dans les Pays d'Europe Orientale, du Caucase et de l'Asie Centrale, les enjeux liés à la gestion des eaux transfrontalières sont particulièrement cruciaux pour le développement futur.

La mise en application de politiques efficaces permettant de gérer les ressources en eau, tout en respectant les équilibres naturels, suppose avant tout que les décideurs intervenant au niveau régional, national, et local disposent d'informations répondant à leurs besoins, et validées avec les partenaires, sur l'état des ressources en eau et sur les besoins/demandes en eau actuels ou prévisibles.

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a apporté en 2010 un financement de 800.000 €, en cofinancement d'un projet de 2.252.000 €, visant à renforcer les capacités d'administration et de valorisation des données au niveau des Bassins Transfrontaliers des Pays d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale, avec l'appui du Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable et de l'Office International de l'Eau.

Ce projet, développé dans le cadre des activités de "la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux", dont le secrétariat est hébergé par la CEE-ONU, vise principalement à renforcer sur 2 zones pilotes transfrontières, les capacités de gestion partagées des données et informations entre les divers partenaires, en exploitant des méthodologies qui pourront être aussi appliquées sur d'autres bassins transfrontaliers.



Atelier de travail en Asie Centrale

Administré par l'IWAC ("International Water Assessment Centre") et coordonné par l'OIEau sur le plan technique, ce projet a démarré ses activités en décembre 2010 :

- **Sur le Bassin du Dniestr**, partagé entre l'Ukraine et la Moldavie, en collaboration avec les Autorités nationales et le projet Dniestr III.
- **Sur le Bassin de la mer d'Aral** (Bassins de l'Amou Darya et du Syr Darya), partagé entre les 5 Pays d'Asie Centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et l'Afghanistan, ici aussi en collaboration avec les Autorités nationales sous couvert de l'"Executive Committee de l'IFAS", Organisation Internationale reconnue par les 5 Pays d'Asie Centrale pour développer la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans le Bassin de la mer d'Aral.

Après une phase de validation des objectifs avec les partenaires, la phase de diagnostic se termine. Elle a d'ores et déjà permis :

- **De développer une base de données consultable en ligne**, des acteurs producteurs, gestionnaires et utilisateurs de données ;
- **D'organiser dans 5 des 7 pays concernés des ateliers regroupant les principaux producteurs de données**, afin de lancer avec leur collaboration directe, un inventaire des sources existantes au niveau national (consultable en ligne en russe et anglais) et de réaliser des diagrammes de flux de données décrivant les échanges existants sur les principaux thèmes de la Gestion des Ressources en Eau (quantité et qualité des eaux de surface, pluviométrie, eaux souterraines, usages, socio-économie, environnement et données géographiques) ;



Le delta de l'Amou Darya

- **De lancer une enquête en ligne** permettant aux divers partenaires producteurs, gestionnaires ou utilisateurs de données de présenter leurs besoins d'information, d'outils de gestion de services et de formations liées à l'administration des données.

Sur la base des résultats obtenus, un plan d'action sera prochainement présenté aux partenaires sur chaque bassin, afin de définir avec eux les actions prioritaires qui seront développées en 2012 pour la phase finale du projet.

Les résultats de ces travaux sont d'ores et déjà disponibles sur le site Internet dédié et ont été présentés au cours de plusieurs "side events" lors de la dernière conférence des Ministres de l'Environnement de la CEE-ONU, qui s'est tenue à Astana en septembre 2011.

Ce projet a été présenté lors du Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu à Marseille en Mars 2012.

[www.aquacoope.org/ffem-eecca](http://www.aquacoope.org/ffem-eecca)



UNECE



## "EURO-RIOB 2011" et Assemblée Générale du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB)

### Porto - Portugal - 27-30 Septembre 2011



La 9<sup>ème</sup> Conférence du groupe "EURO-RIOB" s'est tenue à Porto, au Portugal, du 27 au 30 septembre 2011, à l'invitation de l'ARH Norte.

Elle a rassemblé 254 participants venus de 46 Pays.

Cette réunion a été organisée conjointement avec la 9<sup>ème</sup> Assemblée Générale du Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB).

Les travaux de la 9<sup>ème</sup> Conférence Internationale "EURO-RIOB 2011" de Porto se sont organisés autour de plusieurs tables rondes successives qui ont permis d'aborder notamment les thèmes suivants :

- La gouvernance de l'eau dans des scénarios transfrontaliers ;
- L'adaptation aux défis liés au changement climatique et la prévention des phénomènes extrêmes ;
- L'eau et l'énergie ;
- L'hydro-morphologie des fleuves, la restauration et la protection des écosystèmes aquatiques.
- L'application de la DCE dans les pays hors de l'Union Européenne.

75 communications ont été présentées au cours de ces 5 tables rondes.

Les recommandations et propositions de solutions ont été présentées au Forum Mondial de l'Eau de Marseille du 12 au 17 mars 2012 dans le cadre des sessions de la Région Europe :

#### ① Gestion des eaux transfrontalières

La coopération doit être renforcée entre les pays riverains pour mieux gérer les fleuves, les lacs et les aquifères transfrontaliers en Europe et en Méditerranée.

Les bassins et aquifères transfrontaliers doivent être gérés d'une manière intégrée, sur la base de cadres juridiques communs à tous les Pays riverains, d'une compréhension commune des enjeux, fondée sur l'échange des données et des analyses, et sur une implication de tous les différents acteurs concernés pour définir une "vision partagée" et une stratégie commune pour l'avenir visant à partager les bénéfices.

Il est souhaitable d'accélérer la ratification de la "Convention pour l'Eau" (Helsinki 1992) par tous les pays de la Région CEE-ONU, ainsi que de l'amendement ouvrant la Convention aux pays en dehors de la région.

**Beaucoup de bassins manquent encore de cadres de coopération réellement opérationnels.**

Les structures conjointes de coopération transfrontalière sur l'eau sont encore en règle générale trop faibles, leur mandat reste trop restrictif et elles ne disposent que de trop peu de capacités opérationnelles.

Il est souhaitable d'apporter un appui renforcé aux pays concernés pour faciliter la signature de nouveaux accords de bassins transfrontaliers, ainsi que pour la création de nouveaux Organismes de Bassin ou le renforcement de ceux qui existent déjà.

La mise en application de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau (DCE), constitue une voie que d'autres régions peuvent explorer notamment les pays voisins, qui partagent un même bassin transfrontalier avec des Pays-Membres de l'UE.

Il est nécessaire de renforcer et élargir le mandat des Commissions Internationales et leurs moyens pour accomplir leurs tâches d'échanges et de coordination à l'échelle de l'ensemble de leur bassin transfrontalier.

Les Plans de Gestion de Bassin doivent être les instruments clés de cette intégration des efforts transfrontaliers.

#### ② Intégration intersectorielle et adaptation au changement climatique

La gestion par bassin apparaît bien comme étant la plus appropriée pour gérer les ressources en eau : **la solidarité entre l'amont et l'aval des bassins doit être renforcée, notamment pour l'adaptation aux effets du changement climatique.**

Il est indispensable de mieux articuler avec la DCE les différentes autres Directives Européennes concernant la gestion des ressources en eau.

Mais surtout la gestion de l'eau est liée à un grand nombre de politiques sectorielles de l'Union Européenne : **l'intégration intersectorielle est la seule voie pour une gestion durable des ressources en eau dans le futur.**

Le "Bon Etat" de nombreuses masses d'eau, en particulier les eaux souterraines, ne sera pas atteint dans toute l'Union Européenne en 2015 et parfois bien au-delà, sans un renforcement significatif des mesures agri-environnementales, en particulier dans la réforme de la Politique Agricole Commune.

Il est indispensable d'introduire de nouvelles pratiques pour prévenir les sécheresses et les pénuries d'eau qui touchent désormais une part importante du territoire et de la population européenne, ainsi que pour assurer une "durabilité" à l'agriculture irriguée, indispensable à l'accroissement de la production de denrées alimentaires, à la sécurisation de l'économie des exploitations et à la qualité des productions...

**Il sera nécessaire de réduire les consommations d'eau et de renforcer l'efficacité de tous les usages.**

Il faut quantifier la valeur économique des services rendus par les écosystèmes aquatiques, afin de pouvoir mieux justifier leur protection et leur restauration.

Le changement climatique va se manifester par plus de sécheresses ou de crues sévères à travers l'Europe.

## "Pour faciliter l'application de la Directive-Cadre Européenne sur l'Eau"

## EUROPE

Il est urgent de développer une meilleure "Interface entre la Science et la Politique" (SPI) pour anticiper les évolutions et fournir aux opérateurs de terrain de nouveaux outils d'adaptation au changement climatique, qui devront être introduits dans les prochains cycles 2015-2021 et 2021-2027 des Plans de Gestion de Bassin et les Programmes de Mesures. Il faut :

- Réduire les risques d'inondation et de submersion marine,
- Prévenir les pénuries d'eau et les risques de sécheresse (notamment par une politique de gestion de la demande) ;
- Introduire les mesures innovantes et ambitieuses pour l'adaptation au changement climatique et à ses conséquences sur les cycles hydrologiques.

### ④ Coordination des politiques de l'eau et des énergies renouvelables

Il est indispensable de mettre en cohérence la DCE et la Directive sur les énergies renouvelables.

L'amélioration des performances des usines hydroélectriques existantes, qui ont une réelle utilité économique, est une priorité.

Les ouvrages anciens devraient être aménagés pour répondre aux nouvelles exigences. Les ouvrages n'ayant plus de raisons d'être économiques devraient être "effacés".

**Des plans stratégiques de développement de l'hydroélectricité doivent être élaborés et être accompagnés de mesures pour minimiser les impacts sur l'environnement et améliorer la situation des secteurs équipés vis-à-vis de la vie aquatique.**

Des accords-cadres, fixant les objectifs à atteindre et les conditions à remplir et les moyens de surveillance et de suivi, pourraient être utilement généralisés.

Une révision des concessions hydroélectriques anciennes devrait être envisagée rapidement.

**Les ouvrages doivent répondre à des exigences strictes en matière de maintien d'un débit écologique réservé, de migration des espèces piscicoles et de gestion des sédiments.**

Les nouvelles concessions hydroélectriques ou le renouvellement des concessions anciennes, devraient être envisagées par bassin pour couvrir "une chaîne complète d'ouvrage" favorisant leur gestion intégrée et non pas ouvrage par ouvrage.

### ④ Amélioration des services d'eau potable et d'assainissement européens et méditerranéens

Les services d'eau ont un coût et nécessitent des financements conséquents, tant en investissement qu'en fonctionnement.

L'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), notamment, fait la promotion du concept des "3T" (Taxes, Tarifs, Transferts) comme des solutions viables pour le financement durable des services des eaux.

La société civile doit être informée et prendre part au processus de décision.

La formation professionnelle des employés des services des eaux est essentielle pour assurer la bonne conception, la réalisation, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des infrastructures et garantir la qualité des services aux usagers. Il est indispensable d'en faire une condition de l'aide des Institutions Européennes et des donateurs.

### ⑤ Réhabilitation et protection des écosystèmes aquatiques

C'est un des objectifs prioritaires de la Directive-Cadre sur l'Eau.

Un des obstacles réside dans la propriété du sol. **Il faut renforcer le droit d'intervenir sur terrains privés ou de modifier leur utilisation.**

Des mécanismes de planification territoriale à grande échelle (trames vertes et bleues) sont à développer.

### ⑥ Renforcement de la coopération européenne dans le domaine de l'eau

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne pourront pas être atteints, notamment dans le secteur de l'assainissement, sans un soutien significatif de l'Union Européenne et des Etats-Membres aux Pays-Tiers, notamment en Afrique, mais aussi en Europe Orientale, Caucase et Asie Centrale et en Méditerranée.

Une des voies à explorer est le renforcement de la coopération entre Autorités de Districts, les Autorités Locales et les ONG de l'UE et leurs homologues des pays voisins, en se basant sur des mécanismes financiers innovants, tels que le "1% pour la solidarité", permettant aux gestionnaires des services d'eau et d'assainissement de consacrer volontairement jusqu'à 1% de leurs recettes à des actions de solidarité nationale, communautaire et internationale.



**Il est pertinent de poursuivre et d'élargir l'Initiative Européenne pour l'Eau (EUWI), dix ans après son lancement, en la dotant de réels moyens pour des soutiens institutionnels : l'eau doit être une priorité de la politique d'aide au développement de l'UE.**

Il est souhaitable que la "2<sup>de</sup> stratégie de l'EUWI" donne une place plus importante à l'amélioration de la gouvernance, à la mise en place de mécanismes de financement, à la gestion des bassins transfrontaliers, à la communication et la participation.

Pour atteindre ces objectifs **il est souhaitable que soit relancée la dynamique des jumelages entre Organismes de Bassin de l'UE et leurs homologues des Pays voisins.**

Les participants ont remercié M. Laurent Fayein, Président de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée & Corse (France) pour sa Présidence du groupe EURO-RIOB 2010 / 2011.

**Ils ont accepté la proposition de la Turquie d'organiser la Conférence du groupe EURO-RIOB 2012 à Istanbul.**

Les délégués ont remercié les Autorités Portugaises et l'ARH-Norte pour leur excellent accueil et pour la parfaite organisation de cette 9<sup>ème</sup> Conférence.

M. Antonio Guerreiro De Brito, Président de l'ARH du Nord (Portugal), a été élu pour l'année à venir, Président du groupe "EURO-RIOB".

**L'Assemblée Générale du REMOB** a remercié M. Fadi Comair, Directeur Général de l'Eau et de l'Energie du Liban, pour ses initiatives lancées durant sa Présidence du REMOB.

M. Antonio Guerreiro De Brito, Président de l'ARH Norte (Portugal), a été élu nouveau Président du REMOB, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale en 2013.

**[www.riob.org](http://www.riob.org)**

✓

### SPI Water

#### Quand la science et l'innovation rencontrent la politique de l'eau

Depuis quelques années, l'Interface Science Politique (SPI) apparaît comme l'une des clefs du succès de la mise en œuvre de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau.

**L'enjeu est d'organiser un meilleur dialogue entre les chercheurs et les gestionnaires de l'eau.**

Lors de la session officielle "Interface Science et Politique : quand la science et l'innovation rencontrent la politique de l'eau" du Forum Mondial de l'Eau de Marseille, organisée par l'ONEMA et l'OIEau, les intervenants et participants ont décliné un ensemble de solutions et de recommandations.

Il est nécessaire également de promouvoir les résultats de la recherche vers les gestionnaires et inversement d'identifier les besoins de recherche à adresser aux chercheurs.

Le cluster européen "SPI et eau", regroupant les projets "Stream", "Step-Wise" et "WaterDiss", est une bonne illustration du travail de dissémination des résultats de la recherche.

Par exemple, les partenaires de "WaterDiss", coordonnés par l'OIEau, déploient leur savoir-faire pour la dissémination des résultats des projets de recherche financés par les 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> Programmes Cadres de la Commission Européenne.

**L'un des objectifs est de réduire de 10 à 5 ans le délai de transfert de la recherche vers les utilisateurs potentiels.**

Pour atteindre cette adéquation entre la demande et l'offre de recherche, "WaterDiss" organise des "brokerage events", rencontres permettant aux chercheurs de présenter leurs résultats.

En accompagnement, une plate-forme virtuelle "European Water Community", ([www.europeanwatercommunity.eu](http://www.europeanwatercommunity.eu)), animée par l'OIEau, vise la création d'une communauté scientifique accessible aux usagers potentiels de la recherche.



Side Event "WaterDiss" à Marseille

Les solutions présentées au Forum de Marseille sont disponibles en ligne à l'adresse :

[world-water-forum-2012-europa.eu](http://world-water-forum-2012-europa.eu)



### "IWRM-Net-Scientific Coordination Project"



Pendant 5 ans, de 2006 à 2010, le projet européen "IWRM-Net" dont l'OIEau a assuré la coordination, a rassemblé **20 Organismes de 14 Pays impliqués dans les Programmes de recherche sur la Gestion Intégrée de l'Eau.**

**Deux appels à projets transnationaux ont pu voir le jour**, permettant ainsi de lancer plusieurs travaux de recherche sur des thématiques telles que l'hydro-morphologie, la Gouvernance de l'eau, les problématiques de sécheresse et de pénurie, de changement climatique, mais également la valorisation socio-économique et l'évaluation des politiques de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau.

**"IWRM-Net Scientific Coordination Project"** vise à assurer la continuité des recherches qui ont été financées par les appels à projets du programme européen "IWRM-Net".

Le Ministère français de l'Ecologie, à l'initiative d'"IWRM-Net-SCP", vise à inscrire ces projets dans le cadre élargi de **l'Espace européen de la recherche sur l'eau.**

Le site [www.iwrM-net.eu](http://www.iwrM-net.eu) a été actualisé et comprend, en plus d'une interface d'informations sur la politique scientifique, des liens vers 10 projets financés, dont 6 projets transnationaux lancés en 2010 sur les thèmes suivants :

- "Water Cap and Trade" (scénarios de "marchés sur l'eau" en Europe du Sud) ;
- "Water2Adapt" (gestion de la demande d'eau pour l'adaptation au changement climatique) ;
- "IMPACT" (modèle de restauration des rivières) ;

- "ICARUS" (adaptation des écosystèmes au changement climatique dans les régions rurales en Europe du Sud) ;
- "CLIMAWARE" (impact du changement climatique sur le flux des rivières et leurs conséquences sur les conditions hydro-morphologiques) ;
- "ESAWADI" (approche par les services écosystémiques pour la mise en œuvre de la DCE).

Plus d'informations sur :

[www.iwrM-net.eu](http://www.iwrM-net.eu)



## EUROPE

### "Waterdiss2.0"

#### Optimiser l'identification et la dissémination des résultats de la recherche européenne sur l'eau

Le projet "Waterdiss2.0" (Dissemination and uptake of Framework Programme water research results) a pour but de promouvoir la dissémination des résultats des projets de la recherche européenne sur l'eau.

Ce projet est coordonné par l'**Office International de l'Eau** et regroupe 8 Partenaires de France, Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, Roumanie, Pologne et Italie.

Il est financé par l'Union Européenne au titre du 7<sup>ème</sup> Programme-Cadre de Recherche et Développement.

"Waterdiss2.0" permet, grâce à une méthodologie innovante :

- de valoriser plus rapidement les résultats de recherche en s'appuyant sur la mise au point de Stratégies Individuelles de Dissémination conjointement définies avec les coordinateurs des projets.

- de faire se rencontrer "producteurs" et "utilisateurs" de la recherche à travers leur participation à différents événements tels que Pollutec 2011 à Paris ou le dernier Forum Mondial de l'Eau de Marseille.
- de faire échanger les partenaires sur une plate-forme Internet,
- de créer "la Communauté Européenne de l'Eau", un réseau dont l'objectif est d'améliorer la gestion de l'eau en promouvant les liens entre la recherche et les politiques publiques (Science Policy Interface).

Plus d'informations :

[www.waterdiss.eu](http://www.waterdiss.eu)



### "NOVIWAM"

#### Nouveaux Systèmes de Gestion Intégrée de l'Eau pour l'Europe du Sud

**NOVIWAM**  
Novel Integrated Water Management Systems  
Southern European Regions



Le projet "NOVIWAM" (Novel Integrated Water Management Systems for Southern Europe - Nouveaux Systèmes de Gestion Intégrée de l'Eau pour l'Europe du Sud) a pour but de promouvoir la coopération interrégionale dans le domaine de la gestion de l'eau par bassin.

Ce projet est financé par l'Union Européenne au titre du 7<sup>ème</sup> PCRD et regroupe des partenaires de l'Albanie, de Chypre, de la France, du Portugal et de l'Espagne et doit se développer vers les pays voisins, confrontés aux mêmes problématiques de gestion de l'eau, dans l'espace climatique Euro-Méditerranéen.

L'analyse des besoins de recherche s'est terminée en début d'année 2011.

L'**Office International de l'Eau** est chargé de la communication et de la diffusion des résultats du projet, ainsi que de la coordination des Partenaires français (Région Poitou-Charentes, INRA, CEMAGREF).

En 2010 et 2011, deux colloques ont été organisés à Poitiers et à Porto sur les thèmes suivants :

- La gestion intégrée par bassin ;
- La gestion des eaux urbaines ;
- La qualité des eaux et des écosystèmes aquatiques ;
- Une irrigation adaptée à la situation de la ressource ;
- Des outils de gouvernance et de modélisation.

Des tables rondes avaient pour but d'initier le plan d'action et de définir les outils essentiels pouvant être mobilisés.

[www.noviwam.eu](http://www.noviwam.eu)



## Union Européenne

### Une nouvelle liste des substances prioritaires

L'**OIEau** associé à l'INERIS apporte depuis 6 ans une assistance technique sur les polluants chimiques à la DG Environnement de la Commission Européenne pour l'application de la Directive-Cadre sur l'Eau.

La Commission a utilisé les résultats de ces travaux pour proposer à l'automne 2011 au Parlement Européen, **une nouvelle liste des "substances prioritaires"**, avec les concentrations à respecter.

A partir de la base de données rassemblant les **15 millions d'analyses collectées dans 28 Pays**, un site Internet, destiné aux experts dans un premier temps, synthétise les données disponibles, substance par substance, sous forme de fiches.

Le site en anglais sera accessible à tous après la publication de la nouvelle liste. L'outil de collecte qui a servi à rassembler ces données sera lui aussi disponible.

Il permettra de rassembler des analyses d'eau, de sédiments et d'organismes vivants, en conformité avec les besoins de la Commission Européenne et de l'Agence Européenne de l'Environnement.

Il comprend des procédures d'import et d'export de données au format XML et des vérifications automatiques.

Il permet une distribution entre des services déconcentrés et une collecte de fichiers structurés.

[www.priority.substances.wfd.oieau.fr](http://www.priority.substances.wfd.oieau.fr)



### France / Roumanie

**De l'eau pour ... des bières "made in France" et "made in Roumanie" !**



La malterie de Nogent-sur-Seine

Depuis de nombreuses années l'OIEau travaille avec les malteries du Groupe Soufflet pour des formations à la carte sur les sites d'Arcy-sur-Aube et de Nogent-sur-Seine et pour une étude diagnostic sur la station d'épuration de la malterie de Pithiviers.

Cette année, une série d'études diagnostics nous a été demandée : les stations d'épuration retenues par le Groupe Soufflet étaient celles des usines de Nogent-sur-Seine, Polisy et Pithiviers.

Sur la plus récente, celle de Nogent-sur-Seine (le plus gros site de production français du Groupe), l'objectif était de vérifier et de définir les consignes d'exploitation.

Mais cela ne s'est pas arrêté là...

Récemment le Groupe a construit une usine de production à Buzau en Roumanie : le site s'est équipé d'une station d'épuration dont les résultats épuratoires présentaient quelques aléas vis-à-vis du respect des normes de rejet.

L'objectif du diagnostic réalisé sur le site était de valider les dimensionnements et les consignes d'exploitation.

Ces diagnostics nous ont permis de préciser les actions à mener à très courts et moyens termes sur ces stations, afin d'en optimiser et d'en fiabiliser le fonctionnement.



### Fondation Prince Albert II

**Un "Water Think Tank" pour les Autorités locales en Méditerranée**

**Un partenariat International Public-Privé**

L'Office International de l'Eau s'est engagée depuis 2010 aux côtés de la Fondation Prince Albert II, de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), de Veolia Environnement et du Plan Bleu dans le "Water Think Tank" (WTT).

Le lancement officiel de cette initiative de la Fondation Prince Albert II a eu lieu lors du 5<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau à Istanbul. L'objectif recherché est d'améliorer la capacité des Autorités locales du Bassin Méditerranéen à mettre en œuvre une Gouvernance efficace de la gestion des ressources en eau en intensifiant la coopération inter et intra sectorielle, au-delà des barrières administratives locales, régionales et nationales.

Le "WTT" vise à améliorer la compréhension des mécanismes locaux de Gouvernance en vue de définir des solutions de gestion partagée des ressources en eau.



Les étudiants du Master Stratégies territoriales et urbaines de Sciences Po Paris, avec l'appui de Véolia Environnement, ont rendu un rapport qui approfondit le cadre et l'analyse. Ce rapport comprend 6 études de cas et une dizaine de fiches thématiques.

**Un symposium pour la valorisation des résultats**

**La restitution de ces travaux a eu lieu lors d'un symposium présidé par le Prince souverain le 10 novembre 2011 à Monaco, auquel l'Office International de l'Eau a participé.**

Les quatre ateliers portaient sur :

- les conflits d'usage de l'eau en Méditerranée ;
- la Gouvernance de l'eau dans les territoires ;
- la technique comme solution aux conflits ?
- les enjeux économiques et financiers de la régulation des conflits.



**Un Side Event à Marseille lors du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau**

Cette manifestation s'est déroulée le 14 mars en présence du Prince souverain ; elle a réuni avec succès autour de SE Bernard Fautrier, les partenaires du "Water Think Tank", ainsi que le Président du SEMIDE, le Sénateur Jacques Oudin, promoteur de la coopération décentralisée, et plusieurs Ministres et Hauts Responsables de Collectivités Territoriales.

Elle a été l'occasion de présenter les travaux conduits dans le cadre du WTT, de diffuser le cahier de synthèse sur les mécanismes de Gouvernance territoriale de l'eau en Méditerranée et de présenter les nouveaux axes de réflexion du WTT portant notamment sur la question des conflits d'usage à l'échelle des grandes métropoles méditerranéennes. ✓



## EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

### Albanie



#### Mise à jour des standards techniques nationaux

L'Albanie a un besoin très important de rénovation et de développement de ses infrastructures d'eau et d'assainissement.

Les standards actuels albanais pour les études et la construction, datant de 1974 pour le secteur de l'eau et l'assainissement, sont dépassés et inadaptés.

Face à ce constat, le **Ministère des Travaux Publics et des Transports** a sollicité l'OIEau en groupement avec la SAUR pour la mise à jour des prescriptions techniques pour les études et la construction dans le domaine de l'eau et l'assainissement, dans le cadre d'un financement du Ministère français de l'Economie (FASEP).

Les prescriptions établies seront accompagnées de guides et fiches techniques à vocation pédagogique pour les opérateurs et les maîtres d'ouvrage. Toutes les thématiques du secteur de l'eau et d'assainissement seront abordées : forage, traitement, pompage, distribution de l'eau potable, collecte et traitement des eaux usées, ainsi que l'assainissement individuel.

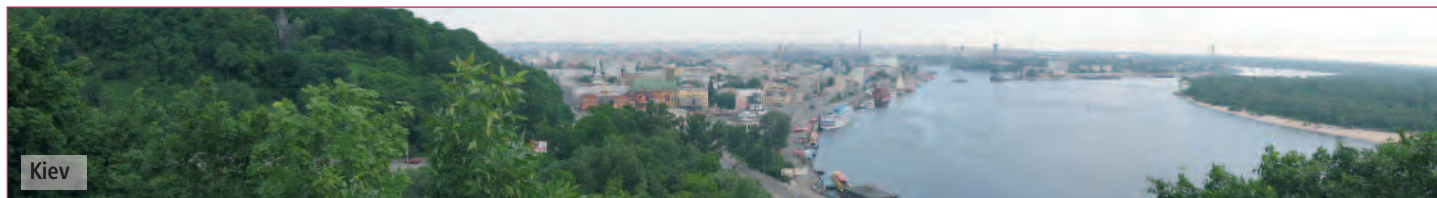
L'OIEau réalisera dans le cadre du projet une série de formations des acteurs du secteur amenés à utiliser les documents établis et créera une plate-forme Web pour une diffusion appropriée de la documentation technique.



### Ukraine



#### Jumelage entre la France et l'Ukraine pour la gestion des services d'eau municipaux



Le jumelage institutionnel financé par l'Union Européenne "Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère du Logement et de l'Economie Municipale pour rationaliser la gestion des services d'eau au niveau municipal" a démarré en mars 2011.

Le projet vise à permettre aux Autorités Publiques ukrainiennes d'améliorer la gestion de leurs services d'eau, selon les normes de l'Union Européenne.

La durée de ce jumelage institutionnel européen est de 15 mois, jusqu'en juin 2012.

La France est l'Etat-Membre partenaire principal du projet à travers le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, qui a confié la mise en œuvre du projet à l'**Office International de l'Eau**.

Sont également impliqués :

- Les Agences de l'Eau françaises Rhin-Meuse et Artois-Picardie et l'Office National français de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), ainsi que AgroParisTech Engref,
- Le Secrétaire d'Etat pour l'Eau de Hongrie,
- La Commission d'Etat de Régulation de l'Eau et de l'Energie de Bulgarie.

Environ 25 experts des administrations des Etats-Membres de l'Union Européenne interviendront dans ce projet.

Les partenaires ukrainiens, français, hongrois et bulgares s'impliquent afin d'atteindre les objectifs suivants :

#### ➤ Révision du cadre juridique :

- Elaboration de propositions d'améliorations organisationnelles et techniques,
- Développement des ressources humaines et participation du public.

#### ➤ Gestion financière du secteur :

- Elaboration de modèles de contrats de concession et d'affermage,
- Formations à l'exécution de ces contrats.

#### ➤ Réformes additionnelles :

- Gestion des services d'eau,
- Régulateur National,
- Observatoire de l'Eau. ✓

[www.oieau.org](http://www.oieau.org)

Le monde de l'eau sur Internet



6.250.000 visiteurs en 2011 !

#### Vers une Plate-Forme commune d'information et de connaissances sur l'eau

L'élan démocratique insufflé par les printemps arabes dans la Région Méditerranéenne s'accompagne d'un fort besoin d'accès à l'information pour que les citoyens puissent pleinement participer au développement socio-économique de leur pays.

Dans le secteur de l'eau, cette "soif" d'information avait déjà été identifiée par la société civile en marge de la Conférence Ministérielle sur l'Eau de la Mer Morte en décembre 2008.

**Les Ministres ont d'ailleurs inscrit dans leur déclaration la nécessité de disposer de données fiables et harmonisées sur les ressources en eau et leurs usages, organisées en Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau**, dont la mise en place est un préalable incontournable pour le développement de politiques durables de gestion.

Le renforcement des réseaux d'information a été mis en exergue lors de la dernière réunion du Groupe Expert Eau de l'Union pour la Méditerranée, le 18 mai 2011 à Barcelone.

Ainsi, un projet a été présenté au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée. Il est en cours de formalisation en vue de sa labellisation, en coopération avec le Liban et la Ligue Arabe. Il prévoit :

- la préparation de guides techniques et organisationnels, ainsi que d'outils basés sur les standards internationaux et les spécifications utilisés dans d'autres systèmes régionaux ;
- la création ou l'amélioration des Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau dans des Pays Pilotes essentiellement pour améliorer la collecte, la gestion et la diffusion des données ;
- un ensemble de formations sur la gestion des données et statistiques de l'eau ;
- la collecte volontaire de données pour alimenter une base d'indicateurs régionaux.

Ce projet constitue la composante "données et information" d'un programme plus vaste de création progressive d'une **"plate-forme Méditerranéenne des connaissances (hub) sur l'eau"**.



Celle-ci comporterait aussi des volets sur la formation professionnelle, l'analyse prospective, la recherche et le développement (R&D), le transfert de savoir-faire et de technologies, etc.

Le projet s'inscrit dans l'extension aux Pays Partenaires Méditerranéens du Système partagé d'Information sur l'Environnement - SEIS : Shared Environmental Information System - dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage.

**Le volet national se concentre sur des Pays Pilotes engagés dans la création de leur Système National d'Information sur l'Eau (parmi les Pays pressentis : Maroc, Tunisie, Liban, Jordanie, Albanie, Bosnie ou Monténégro).** Ces systèmes nationaux s'appuient sur une démarche interministérielle utilisant le standard des Nations Unies sur le Système de Comptabilité Economique et Environnementale de l'Eau - SEEAW. Cette approche permet d'analyser les relations entre le secteur de l'eau et la croissance.

Le projet est ouvert à l'intégration d'autres Pays et l'ensemble des Pays Méditerranéens est concerné par les activités de concertation régionale et d'échange de bonnes pratiques.

#### L'information comme vecteur de coopération et de paix

Ce projet a fait l'objet d'une présentation lors d'un événement parallèle du Forum Mondial de l'Eau de Marseille en mars 2012.

Dans le cadre de ce Forum, le SEMIDE a coordonné la cible n° 7 de la Priorité "Contribuer à la coopération et à la paix" relative à la mise en place de Systèmes d'Information sur l'Eau au niveau transfrontalier.

Il a été proposé de développer les mécanismes pour partager et suivre l'information : inventaire en ligne, établissement d'observatoires de l'eau, indicateurs et guides pour les programmes de suivi, etc.

#### Processus Intercontinental Méditerranéen pour le 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau

Le Comité d'Organisation, mis en place pour le 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau sous la coordination de l'Institut Méditerranéen de l'Eau et dont le SEMIDE fait partie, a démontré encore une fois la cohérence des partenariats et instances géopolitiques de la Région.

Le SEMIDE a notamment contribué aux sessions sur la Gouvernance et a organisé la session sur le financement durable de l'assainissement en Méditerranée.

Cette session a proposé de lancer un **Observatoire sur le recouvrement durable des coûts des services d'eau et d'assainissement**, en association avec des Opérateurs Publics et Privés, Autorités locales, Institutions nationales et bailleurs de fonds.



Les objectifs sont d'améliorer la connaissance sur le recouvrement des coûts, de sensibiliser les usagers et décideurs sur les bénéfices d'une stratégie tarifaire équitable et transparente, et enfin d'échanger des expériences.



## MÉDITERRANÉE

### Algérie - Algérienne Des Eaux (ADE)



#### Séminaire des Responsables des Ressources Humaines sur la Gestion des Compétences



Dans le cadre de la coopération entre l'Algérienne des Eaux (ADE) et l'Agence Belge de Développement (CTB - Algérie) portant sur le volet "Appui Technique aux Centres de Formation aux Métiers de l'Eau", l'OIEau a été sélectionné pour réaliser un Séminaire à Alger sur la Gestion des Compétences, destiné à une trentaine des principaux cadres de l'ADE en charge de la gestion des Ressources Humaines.

Les effectifs de l'Algérienne des Eaux sont d'environ 27.000 personnels répartis sur les 5 grandes Régions de l'Algérie.

Les méthodes et outils de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences présentés lors de ce Séminaire de trois jours en janvier 2011, ont contribué à conforter la stratégie de modernisation de la Gestion des Ressources Humaines conduite par l'Algérienne des Eaux, en répondant aux attentes des participants sur les points suivants :

- enjeux stratégiques de la gestion des compétences,
- principes et choix fondamentaux structurant les politiques de gestion des compétences,

- développement des compétences : adaptation, valorisation, optimisation et anticipation des besoins,
- formalisation d'une politique de gestion des compétences,
- système de gestion des carrières et d'évolution professionnelle,
- système d'évaluation des performances et de gestion par objectifs,
- gestion de la mobilité du personnel,
- gestion de la relève et du transfert du savoir-faire,
- le rôle de la formation continue.

De nombreux échanges avec les participants ont témoigné de leur vif intérêt.



#### Un Manuel d'Ingénierie Pédagogique pour le Centre de Formation de l'ADE à Alger

L'OIEau a été sélectionné pour élaborer un Manuel d'Ingénierie Pédagogique destiné à structurer et coordonner le déploiement de l'offre de formation du nouveau Centre de Formation de l'Algérienne des Eaux, actuellement en voie d'achèvement sur le site de Cherarba, à proximité de l'aéroport d'Alger.

Le manuel doit être en cohérence avec les objectifs stratégiques du Centre.

Il doit :

- **anticiper** son évolution en intégrant les concepts, les outils et les exigences modernes,
- **utiliser** toutes les potentialités d'appui pédagogique qu'offriront les plate-formes pédagogiques prévues au Centre de Formation d'Alger,
- **tenir compte** de la nécessité de la maîtrise des coûts de la formation et de l'optimisation de l'investissement formation,
- **développer** une approche participative de façon à associer toutes les parties prenantes,
- **assurer** un transfert de savoir-faire en matière de gestion et d'ingénierie pédagogique.

Le modèle "ADDIE" (Analyse, Design, Développement, Implementation, Evaluation), ou "ISD" (Instructional System Design), développé aux Etats-Unis, a été retenu par l'OIEau pour l'élaboration de ce Manuel.

Cette action innovante témoigne de l'intérêt de l'Algérienne des Eaux à se doter des méthodes les plus modernes pour améliorer les compétences de ses personnels, dans une démarche Qualité appliquée à la formation professionnelle.

La mission de l'OIEau s'est clôturée en novembre 2011 par une session de formation des personnels de l'ADE à l'utilisation de ces méthodes.



#### Formation des formateurs

Parallèlement à la construction des infrastructures du Centre de Formation aux métiers de l'eau potable, à Chérarba près d'Alger, l'Algérienne des Eaux procède à la sélection et à la formation des futurs formateurs.

Elle a confié à l'OIEau une mission d'appui à ces recrutements, portant sur :

- la composition de l'équipe des formateurs,
- l'appui à l'élaboration des référentiels métiers et compétences des formateurs,
- le conseil à la sélection des formateurs,
- la conception du plan de formation de ces formateurs,
- la formation des formateurs recrutés.

Les formations de formateurs porteront tout particulièrement sur la prise en main des plates-formes pédagogiques adaptées à des formations en situation réelle de travail.



### Maroc



#### ONEP et OIEau : une collaboration durable



Engagée depuis 5 ans, la collaboration entre l'Institut de l'Eau et de l'Assainissement (IEA) de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) au Maroc et le

Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) de l'OIEau s'est poursuivie en 2011, sur financement de KfW avec :

- la réalisation de 2 sessions de formation au Maroc sur la modélisation des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration et sur la conception et le dimensionnement des stations de pompage,
- l'animation de 3 ateliers sur le curage des lagunes anaérobies, la sous-traitance à l'ONEP et la gestion de projet en assainissement.

La compétence "assainissement" est récente à l'ONEP et beaucoup de stagiaires, qui possèdent une forte expérience en eau potable, en ont découvert les contraintes spécifiques.



Station pédagogique d'épuration à boues activées du Bou Regreg

L'ONEP a également confié à l'OIEau deux projets d'ingénierie pédagogique pour :

- la conception et la réalisation d'un réseau d'assainissement didactique,

- l'élaboration des protocoles de travaux pratiques sur la Station pédagogique d'épuration à boues activées du Bou Regreg.



### GIZ : Benchmarking International sur les métiers verts



GIZ et le Ministère de l'Environnement Marocain élaborent une stratégie pour le développement des métiers environnementaux - les métiers verts - au Maroc.

Le Royaume a la volonté de disposer des compétences nécessaires pour son développement durable.

GIZ a confié à l'Office International de l'Eau la mission d'élaborer un résumé des expériences de renforcement des compétences aux métiers de l'environnement de la France et de l'Espagne.

Dans ce but, le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau de l'OIEau a étudié dans un premier temps l'importance et le développement des métiers verts en France et en Espagne (aspects qualitatifs et quantitatifs, nomenclature des métiers verts).



Atelier de présentation de l'étude

Les rôles et objectifs des Institutions en charge des métiers de l'environnement et des formations environnementales ont été ensuite identifiés.

L'OIEau a également étudié les stratégies et plans d'actions déployés pour le développement des métiers du secteur de l'environnement en France et en Espagne, ainsi que les

mesures incitatives mises en place pour la promotion des métiers verts.

Les leçons de cette étude, transposables dans la situation marocaine, ont été présentées lors d'un atelier organisé par GIZ et le Ministère de l'Environnement Marocain.



## MÉDITERRANÉE

### Turquie



#### Jumelages européens

##### ► Jumelage sur la mise en œuvre de la Directive Inondations

Un jumelage institutionnel de l'Union Européenne avec la Turquie vise la mise en œuvre de la Directive Inondations et le renforcement des capacités de la toute nouvelle Direction de l'Eau du Ministère des Forêts et des Ouvrages Hydrauliques.



Le Bati Karadeniz

Alors que les Etats-Membres travaillent activement à respecter l'échéance législative européenne de décembre 2011 pour la remise des "Evaluations Préliminaires du Risque d'Inondation", c'est une reconnaissance des efforts déployés par les Autorités européennes pour mettre en œuvre cette importante Directive publiée en 2007 et la garantie pour les partenaires turcs de bénéficier d'un transfert d'une expérience toute fraîche.

Ce jumelage de 24 mois, devant démarrer en 2012, comprend :

- **Un appui à la transposition de la Directive Inondations en Turquie et l'adaptation de l'organisation institutionnelle ;**
- **La préparation d'un plan de gestion des risques inondation sur le Bassin Pilote du "Bati Karadeniz",** donnant sur la Mer Noire et qui a connu un événement aux conséquences importantes en 1998 ;
- **Préparation du Plan National de mise en œuvre de la Directive Inondations,** en intégrant l'analyse économique grâce à la méthodologie d'évaluation d'impact réglementaire.

##### ► Application de la Directive-Cadre sur l'Eau dans six bassins hydrographiques

La Turquie possède 25 bassins hydrographiques et plus de 120 lacs naturels.

Le Gouvernement turc prépare des Plans de Gestion des bassins hydrographiques conformément aux Directives européennes.

La collecte des données devant permettre de fixer des objectifs pour les Masses d'Eau, est une condition pour l'amélioration des ressources en eau du Pays.

Comme partout en Europe, la qualité de l'eau est affectée par l'augmentation de la population, les activités agricoles, l'urbanisation rapide et les besoins en eau actuels et futurs en fonction du développement.

Un jumelage institutionnel est en cours, piloté par les Pays-Bas, avec la France et l'Espagne.

Commencé en septembre 2011 et d'une durée de 27 mois, il vise le recueil des données sur les caractéristiques chimiques, physiques et hydro-morphologiques et l'élaboration de plans de surveillance pour les Bassins du Meric-Ergene, Konya, Akarcay, Sakarya, Susurluk et Buyuk Menderes ainsi que d'un plan de surveillance national.



Des experts français du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, des Transports et du Logement, des Agences de l'Eau Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée & Corse, de l'Office International de l'Eau, de l'IFREMER et d'autres Instituts de Recherche (Cemagref, Universités ...) y contribuent.



#### Union des Municipalités Turques :

##### Projet de création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau

L'Office International de l'Eau a reçu au mois de juin 2011, avec le soutien de l'Ambassade de France à Ankara, une importante délégation de représentants de l'Union des Municipalités Turques (TBB), qui a visité le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) à Limoges et à la Souterraine.

L'Union des Municipalités Turques s'est engagée dans un projet de création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME) afin de répondre aux besoins de formation pratique des nombreux opérateurs turcs.

La stratégie choisie par TBB se déroulerait en deux phases :

- **Première phase :** adaptation d'infrastructures existantes sur les sites de Kayseri, au Sud-Est du Pays, et celui de Kocaeli, au Nord-Ouest dans la Province de Sakarya ;
- **Deuxième phase :** création d'un Centre de formation "principal", qui serait situé sur le Campus de Formation Multi-professionnel pour les personnels techniques des municipalités à Ankara.

Une mission d'expertise par l'OIEau a été organisée en novembre 2011, pour analyser les modalités de mise en œuvre de cette stratégie et élaborer un programme de formation de formateurs turcs.



Visite de l'usine de traitement d'eau potable à Ankara - 2009

### Autorité Palestinienne de l'Eau

#### Etude de Faisabilité d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau



Parc Industriel Multidisciplinaire de Bethléem (BMIP)

Le projet de création d'un Centre de Formation aux Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (CFME) en Territoires Palestiniens, est un des outils principaux de la stratégie conduite par l'Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA) dans le cadre de la nouvelle réforme du secteur de l'eau.

L'Office International de l'Eau (OIEau) a été chargé d'étudier la faisabilité de ce Centre. Cette étude est financée par le Ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sur le FASEP-étude.

Un Club de suivi du Projet est constitué des entreprises SUEZ-Environnement, Pont-à-Mousson-Saint-Gobain (PAM) et Véolia, à travers sa filiale SEURECA.

Les personnels en charge de la gestion, de l'exploitation et de la maintenance des installations d'eau potable et d'assainissement (environ 3.500 personnels, dont 2.000 pour la Cisjordanie et 1.500 pour Gaza) sont les premiers concernés par les besoins de formation à couvrir.

Il s'agit de créer un Centre de Formation proposant aux opérateurs palestiniens des formations très pratiques et directement opérationnelles, en s'appuyant sur des équipements et installations pédagogiques en vraie grandeur, permettant l'apprentissage et l'acquisition des véritables "gestes des métiers de l'eau".

Les résultats de l'Etude de Faisabilité ont été soumis à l'Autorité Palestinienne de l'Eau, permettant d'enclencher une phase de négociation auprès de principaux bailleurs de fonds.

D'ores et déjà, il est envisagé que cette étude de faisabilité (première phase) soit prolongée par deux volets complémentaires :

- La réalisation d'un programme de formations prioritaires à l'intention des personnels des services d'eau et d'assainissement palestiniens ;
- Un appui, d'une part, à la mise en place du Centre, apporté aux étapes clés de la construction, et d'autre part, après recrutement du personnel permanent, un soutien à l'organisation des activités et à la gestion du Centre (élaboration du premier catalogue de formation, préparation de kits pédagogiques, formation de l'équipe de management et des formateurs palestiniens).

Le Centre de Formation pourrait être localisé à Bethléem, dans le cadre du projet de Parc Industriel implanté dans cette ville (BMIP).



### Renforcer les compétences pour les métiers de l'eau et de l'assainissement dans le Monde

L'Office International de l'Eau a organisé le 15 mars 2012 le Side Event "Renforcer les compétences pour les métiers de l'eau et de l'assainissement à l'International", sur l'Espace France du Forum Mondial de l'Eau. L'efficacité des Services Eau et Assainissement demande un renforcement permanent des compétences. La formation professionnelle est un outil essentiel pour atteindre cet objectif. Les besoins en formation pour toutes les catégories d'employés sont considérables.

Ce Side Event a permis la présentation des expériences d'Organismes variés et complémentaires : OIEau, Ministère Français de l'Economie et des Finances, Agro Paristech, Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement d'Haïti, Office National de l'Eau Potable du Maroc, Suez Environnement et Comité International de la Croix-Rouge.



Ces présentations ont permis d'apporter des réponses aux points clefs suivants : en quoi, le renforcement des compétences participe-t-il à l'efficacité des Services Eau et Assainissement, quelles formations, pour quels publics et avec quels Organismes de formation, comment mettre en œuvre les différentes solutions pour organiser un développement durable de la

formation des professionnels, quelles synergies doivent exister entre le renforcement des compétences et la gestion des ressources humaines des Services Eau et Assainissement, comment financer de manière pérenne les activités de formations ... ?



## MOYEN ORIENT

### Arabie Saoudite

#### "National Water Company - Jeddah City Business Unit"

La "National Water Company - Jeddah City Business Unit" (NWC-JCBU) a confié à l'OIEau la réalisation de 36 Sessions correspondant à 145 jours de formation, entre octobre 2010 et mai 2011.

La mise en œuvre de ce premier programme de formation a été assurée principalement par des formateurs arabophones préalablement formés en France au Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME-OIEau).

Les documents pédagogiques utilisés ont été conçus par l'OIEau pour répondre aux exigences du contexte local.

Les 40 kits de formation ont été élaborés en anglais, puis traduits en arabe.

Environ 480 salariés de "JCBU", appartenant aux divisions Eau et Assainissement, ont bénéficié de ce programme de formation très technique.

Deux sessions "L'électronique et la télégestion" et "Maintenance des équipements mécaniques des usines d'eau" ont été dispensées en anglais pour des stagiaires Indiens, Philippines et Saoudiens, car beaucoup de travailleurs étrangers sont impliqués dans le fonctionnement des entreprises en Arabie Saoudite, comme c'est le cas pour la "NWC". Ces formations en anglais étaient destinées à ceux d'entre eux qui ne sont pas arabophones.

Suite à la réussite de ce programme de formation, il est prévu que l'OIEau accompagne la "NWC-JCBU" pour la conception et la réalisation d'un second plan de formation en 2012.



### Kurdistan Irakien

#### Gestion Intégrée des Ressources en Eau



Après des décennies de conflits, la Région autonome du Kurdistan dans le nord de l'Irak retrouve la stabilité indispensable à son essor économique.

La ressource en eau partagée avec les voisins Turcs et Iraniens en amont, et le Gouvernement Irakien en aval, est une des clés de ce développement.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau au niveau du Bassin Versant est une réponse aux défis qui se posent actuellement à cette région où l'accès à l'eau est loin d'être garanti.

Le Ministère des Finances français soutient le Gouvernement kurde en finançant un projet dans le Bassin Versant Pilote du Grand Zab, afin de doter les Institutions kurdes des outils de décision territoriaux qui lui font encore défaut.

Un groupement d'entreprises françaises associant l'OIEau, la Société du Canal de Provence, le BRGM et G2C informatique pilote ce projet au bénéfice du Ministère des Ressources en Eau kurde.

La première phase du projet, qui a démarré en novembre 2010, prévoit :

- L'analyse du contexte législatif et réglementaire, ainsi que des propositions d'adaptation ;
- Une collecte et une analyse des données pour créer une base de connaissances partagées sur l'eau, ses usages, les milieux naturels...
- La mise en œuvre d'un Système d'Information sur l'Eau, dans le but de faciliter l'aide à la décision, le partage et la consultation des données entre les Ministères ;
- La réalisation d'un Plan de Gestion de bassin intégrant des mesures hiérarchisées ;
- Un transfert de compétences et un plan de formation.

L'OIEau est responsable de la partie relative au contexte institutionnel.

Des propositions sont faites pour la mise en place au Kurdistan d'une Commission de Bassin, ainsi que d'une Direction pour la gestion du bassin, qui en serait le bras exécutif.

### Liban



#### Formation Aquarius



L'Entreprise libanaise Aquarius commercialise des systèmes de pompage et de potabilisation et propose des prestations de maintenance.

Après plusieurs reprises, ses agents sont venus en stage à Limoges et à La Souterraine au Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau.

Début 2011, une formation sur la maintenance mécanique des pompes centrifuges (adduction d'eau et assainissement) a été réalisée dans les locaux de la Société au Liban, pour des Techniciens et Ingénieurs du Service maintenance d'Aquarius.

Au Liban, la demande pour de tels équipements est forte car de très nombreuses habitations sont équipées d'un module de surpression. L'alimentation en eau se fait par l'intermédiaire d'une petite bache qui permet de disposer d'une réserve en cas de coupure d'eau.

**www.oieau.org**

**Le monde de l'eau sur Internet**



- ➔ **Formation Professionnelle**
- ➔ **Documentation - Information**
- ➔ **Coopération Institutionnelle**
- ➔ **Politique de l'Eau**
- ➔ **Actualités - Veille Technique**
- ➔ **France - Europe - Monde**



**Liens privilégiés vers :**

**RIOB - RICFME - SEMIDE - EAUDANSLAVILLE.FR - GEST'EAU**

**FORUM MONDIAL DE L'EAU (MARSEILLE 2012)**

**et 350 sites Internet spécialisés**

**6.250.000 visiteurs en 2011 !**

**www.oieau.org**

**Visitez  
notre nouveau portail !**

**Les nouvelles N° 22 - Avril 2012**

Directrice de la Publication : **Christiane RUNEL**

Coordination - Maquette : **Frédéric Ransonnette - OIEAU - Paris** / Rédaction - Traduction : **Gisèle Sine / Photos : Lorette Fabre et OIEAU**

Impression : **GDS Imprimeurs - Limoges - N° ISSN : 1561-0772**

Office International de l'Eau - 21, rue de Madrid - 75008 Paris - FRANCE

Tél. : +33 1 44 90 88 60 - Fax : +33 1 40 08 01 45 - Email : [dg@oieau.fr](mailto:dg@oieau.fr) - Web : [www.oieau.org](http://www.oieau.org)